

Le mode castriste (L'Humanité, p. 8-276)

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Un coup manqué

par LE NOYAU

Le paradoxe des prix agricoles

par Robert LOUZON

La Syrie s'est libérée

par Jacques GALLIENNE

Les causes de la crise de Berlin

par Roger HAGNAUER

Retour aux sources
du drame espagnol

par Victor ALBA

“Boulevard Durand”

par Raymond GUILLORÉ

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois 8 NF (800 fr.)
Un an 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois 10 NF (1.000 fr.)
Un an 18 NF (1.800 fr.)
Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2°)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS

DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 465 - Octobre 1961

Un coup manqué	LE NOYAU
Les travailleurs espagnols et nord-africains otages du gouvernement français	R. G.
Les causes profondes du conflit de Berlin.	R. HAGNAUER
Ceux de Nantes à l'avant-garde	P. RIGUIDEL
Pour une action plus vigoureuse de la C.G.T.-F.O.	L'ITINERANT
Croquis d'Amérique latine	
Parmi nos lettres : Leçon de révolution (A. Bonnel et F. Charbit). — Sur l'Etat d'Israël (J. Laplaud, Marcadet et R. L.). — Le parti d'abord ! (Ch. Fabre). — Sur le mouvement wallon (P. Hubermont).	
En rev'nant d'Expo.	
Notes d'économie et de politique : Le pa- radoxe des prix des produits agricoles. — De Bat'a à Tito. — L'« unité arabe », fonction de la lutte contre Israël. — Le drame du Congo	R. LOUZON
Comment la C.G.T. défend la paix	UN SYNDIQUE
La Syrie s'est libérée	J. GALLIENNE
Retour aux sources	Victor ALBA
Encore sur Cuba.	
« Boulevard Durand »	R. GUILLORE

ENTRE NOUS...

Nos lecteurs et nos amis peuvent-ils imaginer comment on prépare, on cuisine un numéro de la « R. P. » ?

Il faudra qu'on leur conte cela quelque jour. Ils comprendront mieux les insuffisances de notre rédaction (nous ne disons pas de nos rédacteurs. On sourirait de cet excès d'humilité).

Certaines revues ont des chroniqueurs spécialisés qui ne sortent guère de leur spécialité et qui tolèrent mal que d'autres y pénètrent. Des rédacteurs occasionnels, confortablement rétribués fournissent les plats du jour... ou du mois. Les consommateurs qui peuvent rarement supporter une lourde matière se nourrissent... au menu ou à la carte... c'est-à-dire qu'ils dégustent les chroniques habituelles ou qu'ils se payent le luxe d'un plat nouveau dont le titre ou l'auteur les séduit.

Nous avons connu aussi des revues livrées à des rédacteurs qui pouvaient imposer leurs productions personnelles, sans laisser de place à ceux qui n'appartenaient pas au cénacle.

Il y a sans doute chez nous des rédacteurs qui fournissent assez régulièrement des chroniques consacrées à des domaines plus ou moins limités. Mais ils ne jouissent d'aucun monopole et ne subissent aucune censure. On a parfaitement le droit — et on n'y manque pas — de vagabonder dans leur domaine. Ils ont le droit absolu de dire tout ce qu'ils pensent et de sortir de leur domaine.

Mais la « R.P. » a été créée pour poser et éclairer les questions essentielles et urgentes que le mouvement ouvrier doit résoudre. Ce n'est pas l'actualité immédiate qui doit orienter notre ré-

daction, c'est plutôt la permanence des problèmes dont les données peuvent être soulevées par l'actualité. Et même assez souvent, il est nécessaire de tirer nos lecteurs hors de l'actualité pour que le « permanent » domine l'accidentel.

Ce qui gêne terriblement la cuisine d'un numéro — c'est que nous devons apporter des informations négligées ou méprisées par la presse — et aussi consacrer des monographies sérieuses, après coup, à des événements qui ont troublé le cours ordinaire de la vie ouvrière.

Ce que nous voulons apporter, c'est une information qui ne vieillisse pas et que les contradictions de la grande politique quotidienne ne changent pas. C'est aussi du point de vue de la solidarité ouvrière internationale que nous voulons étudier l'affaire. Et c'est aujourd'hui une position assez exceptionnelle.

C'est seulement lorsqu'elle fut terminée que nous avons consacré plusieurs études à la grève générale belge de l'an dernier — c'est-à-dire à une crise qui continue, à des enseignements fructueux, à la nécessité historique de la lutte des classes.

Nous sommes rarement en désaccord sur les sujets d'articles et de monographies. Mais il nous faut quelquefois de longues démarches pour atteindre celui qui doit et peut écrire sur le sujet choisi.

Que nos amis, qui trouveront dans ce numéro des articles et des études sur les questions essentielles, réfléchissent aux difficultés du malheureux cuisinier. On ne sollicite pas leur indulgence. On réclamerait plutôt leur sévérité. Si toutefois ils cherchent d'abord en eux les raisons de nos insuffisances... qu'il s'agisse de notre rédaction ou de notre rayonnement.



UN COUP MANQUÉ

Jeudi 12 octobre, il y avait réception à l'ambassade franquiste de Paris. Si l'on en croit la chronique mondaine du « Figaro », le nombre des invités était tel qu'il y eut embouteillage dans le quartier.

Le même jour, mais à l'aube, des commissaires et des inspecteurs de la police française s'étaient présentés au domicile de divers travailleurs espagnols, pour la plupart membres actifs de la Confédération Nationale du Travail en exil, et après avoir perquisitionné leurs logements, les avaient emmenés dans des locaux dépendant de la préfecture de police de la Seine.

Pour être fortuite, la coïncidence n'en revêt pas moins une valeur de symbole : le Paris mondain allait s'empiffrer chez les représentants de Franco, tandis que les exilés espagnols prenaient le chemin des brigades territoriales. Dommage que le mouvement ouvrier ne possède plus de grand caricaturiste, le thème d'un dessin vengeur s'imposait.

L'opération policière avait toutes chances de se dérouler sans tambour ni trompette. Pas de communiqué, pas de bilan. Juste de quoi présenter aux collègues espagnols un petit tableau de chasse, un geste de bonne volonté. Pas assez pour soulever l'intérêt d'un homme politique quelconque, moins encore l'indignation d'un secteur de l'opinion. Pensez donc : quelques ouvriers espagnols qui s'en vont au chantier ou à l'usine de si bonne heure qu'il faut aller les cueillir chez eux à 4 ou 5 heures du matin.

Le calcul du gouvernement était faux. Malgré toutes les bonnes raisons qui portaient à croire que les réflexes de solidarité sont usés, que l'internationalisme est mort et que le public a largement son compte avec l'O.A.S., le Shah, le rugby à treize et le Salon de l'auto.

En quelques heures, les plus calmes des organisations ouvrières et des formations démocratiques se trouvaient en ligne avec les animateurs les plus nerveux des groupements révolutionnaires. L'Espagne de la dignité, l'Espagne rebelle, l'Espagne des travailleurs avait provoqué ce sursaut.

La sale petite opération, montée dans l'ombre et en silence, se trouvait subitement éclairée par des projecteurs, et des voix nombreuses s'élevaient. Syndicats, partis, fédérations de jeunes, journaux, alertaient un Paris qui pour n'être pas celui des réceptions diplomatiques, n'est pas celui de la lâcheté.

Le soir même, à l'heure où les messieurs en smoking et les dames en lamé s'en allaient boire le champagne à la santé du Caudillo, les camarades espagnols étaient relâchés. Sauf un : Ramon Alvarez, militant de la régionale des Asturies. Il était inculpé — en

ces temps de plastic, de coup d'Etat et de subversion militaire — d'avoir détenu du matériel destiné à falsifier des documents d'identité... Il fallait bien, dès lors que le coup était raté, trouver un semblant de justification, et un lampiste.

Mais le coup était raté. En général et dans le détail.

Tout d'abord parce qu'il s'est trouvé ici assez de militants et d'organisations qui n'acceptent pas et qui n'accepteront jamais que l'on touche aux exilés espagnols... Quel que soit le prétexte invoqué : haute spéculation ou basse combine. Par mépris pour Franco, et aussi par solidarité envers des militants qui sont devenus, par leur action syndicale, par leur valeur dans la guerre civile, par leurs longues années de prison, par leurs sacrifices constants, par leur participation à la vie sociale dans leur pays d'exil, même à la résistance armée au nazisme, nécessaires à nos espoirs et à nos luttes.

Que les stratèges du quai d'Orsay en fassent leur deuil. Ils ne pourront vendre ni l'espérance ni la volonté de l'émigration antifranquiste.

Quant aux détails de l'affaire, ils portent la marque du ridicule. Les services officiels ont parlé d'enquête à propos d'El Campesino, alors qu'aucun des militants arrêtés n'est en liaison, ni ne veut l'être — pour des raisons que toute l'émigration connaît — avec l'ex-général. Les interrogatoires eux-mêmes ont été menés sans but ni raison ; ils ont porté sur la profession, le séjour, les affiliations des détenus, c'est-à-dire sur des questions de notoriété publique. Et enfin est venue la déclaration de l'Intérieur, démentant que les « vérifications » eussent un quelconque rapport avec les démarches faites par le gouvernement français auprès des autorités franquistes concernant les activistes de l'O.A.S. réfugiés à Madrid.

Décidément, l'incohérence caractérise le régime. Mais qu'il sache que notre solidarité avec les militants ouvriers espagnols échappe à la haute comme à la basse politique.

LE NOYAU.

AU-DESSOUS DU « FIGARO »

Tous les journaux, ou presque, même « le Figaro », ont parlé des scandaleuses arrestations de militants espagnols opérées par le gouvernement français, offrande de M. de Gaulle à M. Franco.

Tous les journaux, donc, sauf un : « L'HUMANITE ».

C'est le front unique des totalitarismes, de Khrouchtchev à Franco en passant par de Gaulle.

LES TRAVAILLEURS ESPAGNOLS ET NORD-AFRICAINS OTAGES DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Le 1^{er} novembre, la guerre d'Algérie entrera dans sa huitième année. Non seulement le Prince-Président, plébiscité il y a trois ans pour y mettre fin, n'y est pas parvenu plus que ses lamentables prédécesseurs. Mais une deuxième guerre d'Algérie a mûri pendant ces trois ans. Si bien que le gouvernement du Prince lutte maintenant sur deux fronts. Il lutte avec ses moyens qui, quoi qu'il en pense et qu'il en dise, sont des moyens misérables.

Les chefs de la rébellion des ultras lui ont échappé, grâce à des chaînes de complicités qui vont jusqu'aux abords même du trône. Plusieurs d'entre eux se sont réfugiés en Espagne, au pays où subsiste encore un régime qui donne une idée nécessaire et suffisante de ce qu'il nous faudrait subir si jamais ils l'emportaient. Le gouvernement français qui n'a pu dominer la révolte de ceux-là mêmes qui l'ont mis où il est, demande à Franco, le bon apôtre, de mettre un frein à leur activité et à leurs complots. Et il nous dira certainement bientôt que, grâce à son prestige, il a imposé au dictateur-nabot des mesures de contrainte. Les faits ne disent pas cela. Ils disent que, pour donner des gages au gouvernement espagnol, la police française s'est remise à inquiéter, à traquer et à arrêter des travailleurs, hôtes de notre pays depuis des années et compagnons fraternels de nos propres combats.

On a d'abord déporté, puis emprisonné El Campesino. On ne risque rien. Qui va défendre El Campesino ? Ce n'est certainement pas « l'Humanité ». Et puis on va perquisitionner et arrêter à l'aveuglette dans les milieux de réfugiés espagnols. La lecture de la presse quotidienne dite « de gauche » était intéressante, le 13 octobre, c'est-à-dire le lendemain de l'opération policière contre les camarades espagnols jouissant du droit d'asile. Reconnaissais-le : l'éditorial de Claude Fuzier, dans « Le Populaire », était excellent ; il dénonçait avec toute la vigueur nécessaire à la fois la bêtise et la méchanceté de l'opération. « Libération » n'avait besoin que de quelques lignes : le communiqué, avec une partie de la protestation de la Ligue des Droits de l'Homme, moins que « Le Figaro ». Quant à « l'Humanité », on n'y trouve rien sur cette action misérable du gouvernement de de Gaulle.

Il est des gens dont la liberté et la sécurité n'ont pas de valeur internationale. Le gouvernement français le sait. Mais la classe ouvrière n'est-elle plus garante de cette liberté et de cette sécurité ? Nous attendions la réaction des syndicats qui s'affirment « libres » et nous avons déjà lu avec satisfaction la protestation énergique de l'Union des Syndicats F.O. de la région parisienne.

Franco — ce cagot promis aux flammes de l'Enfer — se donne des airs de libéral. On l'a vu un moment invoquer « la loi espagnole » qui, paraît-il, n'autorise que deux jours de garde à vue (on sait que la loi française, passée dans l'indifférence générale, permet maintenant cinq jours de garde à vue, c'est-à-dire d'arrestation arbitraire, délai qui peut d'ailleurs être porté à quinze jours). L'avenir prochain dira si Franco a vraiment obéi au prestige du gouvernement français, ou si, au contraire, les mesures qu'il a prises n'ont pas aidé en fait à constituer, sur le territoire où il règne encore, un foyer insurrectionnel, une plate-forme de lancement pour les néo-fascistes français.

Mais cette seconde guerre d'Algérie — qui crée en même temps une menace très précise de guerre civile en France même — se déroule alors que la

première, celle qui a commencé le 1^{er} novembre 1954, continue à sévir après Melun, Evian et Lu-grin, trois occasions perdues, sans que le Prince ait jamais daigné nous dire exactement pourquoi elles ont été perdues. Le terrorisme reprend de plus belle. Le gouvernement français est impuissant à s'en « rendre maître sur le terrain », pour reprendre une expression du Général-Président. Alors que fait-il ? Il institue des discriminations raciales. Il sépare de la communauté française les réprouvés d'Afrique du Nord. Il fait la preuve, par les mesures qu'il prend et qui sont celles d'une armée sur un territoire non pacifié, qu'il ne domine rien, qu'il ne sait plus comment arrêter cette guerre sournoise.

Il instaure le « couvre-feu » en métropole, oui, le couvre-feu pour une partie de la population, celle qui a le teint bistré. Les travailleurs algériens, nord-africains en général, ou supposés tels, n'ont plus le droit de se montrer après 20 h. 30 et avant 5 h. 30. Les cafés dont la clientèle est nord-africaine doivent fermer à 19 heures. Dans la journée, il est « recommandé » aux travailleurs algériens de circuler isolément, tout groupe étant, par définition, suspect.

Ce sont, répétons-le, d'intolérables mesures de discrimination qui organisent des « ghettos » algériens, qui soumettent à des règlements spéciaux une partie de la population et qui vont finir par créer en France même des conditions aussi intolérables que celles de l'Algérie. Les jours prochains montreront, en plus, que ces mesures n'atteignent même pas le but qu'elles prétendent viser, l'arrêt du terrorisme.

Cette fois encore, il faut penser que les syndicats qui ne distinguent pas, pour la défense des droits des travailleurs, la couleur de la peau et la nationalité, s'élèveront comme il convient contre cette ségrégation. Plus d'exercice réel du droit syndical pour ces travailleurs astreints à des horaires insolites, demi-prisonniers au sein d'une communauté qui leur refuse ses propres lois !

Pour mettre fin au terrorisme, pour désarmer la guerre civile latente, il n'y a qu'un moyen : arrêter la guerre d'Algérie.

Il y a un an, le 27 octobre, la classe ouvrière manifestait enfin sa volonté de paix, de négociations sans réserve et de libre disposition. Alors que la huitième année de ce drame va commencer, faudra-t-il encore d'autres journées, comme le 27 octobre 1960, pour que des pourparlers clairs aboutissent à la fin de la première guerre d'Algérie qui nourrit une seconde guerre au fur et à mesure qu'elle dure et qu'elle stagne ?

Les travailleurs algériens en France ont réagi sans nous attendre. Plusieurs dizaines de milliers de Nord-Africains ont manifesté à Paris et dans sa banlieue. Ils ont tenu la rue. Qui serait capable aujourd'hui, en dehors d'eux, d'une telle organisation et d'un tel courage ? Cette manifestation suffit à montrer, sans contestation possible, quel est le vrai vainqueur de la guerre d'Algérie.

Bien entendu, des morts et des blessés ont été la rançon de cette démonstration. Ajoutez à cela les odieux lynchages d'Oran, et vous avez le tableau lamentable des derniers soubresauts de la guerre d'Algérie.

Si César parvient à se tirer de cette tragédie, il pourra être fier de l'avoir fait dans de telles conditions !

R. G.

Les causes profondes du conflit de Berlin

La négociation Est-Ouest s'engagera-t-elle ? Peut-être seront-elles fixées lorsque ces lignes paraîtront.

On accueille facilement chez nous, l'argument khrouchtchevien, le plus honorable. Il faut liquider les séquelles de la guerre. La situation de Berlin est une monstruosité que légitimaient la capitulation allemande et les conditions de l'occupation alliée. Aujourd'hui, il existe deux Allemagnes avec deux Etats formellement souverains. On doit revenir à la normale... Il y a d'ailleurs un précédent. Le cas de Vienne, capitale de l'Autriche, dont le statut particulier impliquait une occupation quadripartite, à l'intérieur de la zone d'occupation russe. Le traité de paix signé avec l'Autriche libéra tout le territoire autrichien et rendit sa capitale à l'Etat autrichien.

Si l'on veut résoudre le problème allemand par les règles de la similitude et de l'analogie, il convient de conclure un traité de paix avec l'Etat allemand, donc reconnaître la souveraineté de celui-ci, évacuer son territoire et consacrer solennellement la fin de l'état de guerre. On peut admettre tout aussi logiquement que la victoire alliée, la prévention des agressions d'un... quatrième Reich aient imposé la division de l'Allemagne en deux Etats également souverains, qui peuvent soit s'intégrer dans les zones d'influence occidentale et orientale, soit — comme l'Autriche — se réfugier dans une neutralité, garantie par les deux blocs de puissances.

Dans ces conditions, les frontières fixées par les Alliés à Potsdam en 1945 seraient définitives et Berlin reprendrait au sein de l'Allemagne orientale la place que la géographie lui octroie.

Raisonnement d'une logique imperturbable. On en tire cette déduction également logique. Khrouchtchev en proposant le statut de ville libre pour Berlin-Ouest formule une concession qui peut être utilisée comme base de négociation. Il faudrait donc lui accorder une contrepartie... Par exemple, la liquidation de toute « **activité subversive** » dans cette enclave « extra-territoriale » prise sur le corps de l'Allemagne « démocratique » orientale.

LE PRECEDENT AUTRICHIEN

Ce n'est pas là seulement la thèse khrouchtchevienne officielle. On la décèle plus ou moins nette dans les articles et les propos de publicistes et politiciens occidentaux. Il y a pis.

L'antithèse officielle occidentale, malgré les apparences, se déduit du même principe : **le droit du vainqueur**, la consécration définitive de la victoire militaire. On ne discute que sur l'appréciation des parts respectives des alliés vainqueurs. Les Occidentaux jugent légitime l'occupation de Berlin et contestent la légitimité du gouvernement de Pankow. De ce point de vue, **tout** dépend du rapport des forces, des variations de ce rapport depuis seize ans. Tout... les valeurs relatives des concessions réciproques, les possibilités et la matière des marchandages... la prévision des conflits irréductibles et la menace de guerre localisée ou totale...

Or, la comparaison avec l'affaire autrichienne suggère déjà des objections majeures.

En droit, l'Etat autrichien a été reconstitué à la suite d'élections libres qui, même en zone soviétique, malgré les pressions que l'on connaît, n'ont accordé au parti communiste qu'une représentation négligeable, de plus en plus réduite. Les colonisateurs staliens ont tenté tout aussi vainement de s'imposer dans les syndicats. L'administration viennoise est redevenue social-démocrate et les quatre puissances, jusqu'au traité de paix, ont contrôlé « solidement » la capitale autrichienne.

En fait, l'Autriche relativement pauvre, coiffée d'une métropole hypertrophiée, pouvait difficilement, avant la guerre, se suffire à elle-même. Economiquement, elle n'apportait rien à l'U.R.S.S.

Cependant il a fallu de longues et laborieuses négociations pour aboutir à l'élaboration et la signature du traité de paix. Sans doute, sa position sur la vallée du Danube pouvait-elle gêner la politique impériale de Staline. Beaucoup moins, cependant — pour des raisons que nous avons déjà précisées — que celle de la Yougoslavie. La rupture avec celle-ci en 1948 a quelque peu contrarié la politique stalinienne. Un accord — dont la solidité n'est pas assurée — sur la navigation danubienne suivit l'apaisement provisoire dans les relations entre Moscou et Belgrade. Il suffisait alors aux héritiers de Staline d'obtenir la neutralité autrichienne, c'est-à-dire d'écarter toute influence occidentale de la vallée danubienne.

★★

Si l'on voulait se placer sur le terrain du droit, le précédent autrichien imposerait comme conditions préalables « sine qua non » de toute négociation, **une consultation de tout le peuple allemand aboutissant à la constitution d'un gouvernement légitime de toute l'Allemagne, la restauration ou le maintien des libertés fondamentales pour tous les Allemands.** Et pour rester dans l'esprit des accords de Yalta, les quatre puissances occupantes devraient contrôler l'application de ces conditions préalables.

Il suffit d'ailleurs de se conformer à la lettre du projet de résolution soviétique présenté à l'assemblée générale de l'O.N.U., comme conclusion au débat sur le colonialisme :

« **Permettre à la population autochtone de jouir véritablement de tous les droits et libertés démocratiques.**

« **Organiser l'élection au suffrage universel d'organismes de gouvernement et créer ainsi des institutions nationales véritablement démocratiques.** »

LE REALISME DES LENDEMAINS

Ce serait, paraît-il, manquer de réalisme que de maintenir une telle position. Il s'agit de s'entendre. Le réaliste le plus efficace voit au delà de l'actualité. Sinon, comment justifier la Résistance française en 1940, le mot d'ordre de « capitulation sans conditions » lancé alors qu'Hitler dominait toute l'Europe continentale... Même si la négociation engagée ne peut aboutir qu'au maintien du statu quo, l'Occident, en réservant l'avenir, prendrait l'initiative sur le terrain de la propagande et enlèverait enfin à l'U.R.S.S. le rôle de champion des peuples colonisés et opprimés.

A la condition que l'on ne se justifie plus par la victoire militaire de 1945, que face au totalitarisme russe, on consacre, au nom de tous les peuples libres, la liberté des territoires libérés de la tyrannie nazie et soustraits à la tyrannie stalinienne. Dans ces conditions, Berlin libre n'est pas une survivance de l'occupation, **mais la garantie de l'autodétermination des Berlinoises.**

Il s'agit de Berlin tout entière, une ville dont l'unité est aussi naturelle et nécessaire que celle de toute autre cité. Si l'on subit le mur coupant les rues et les places, comme on subit à Varsovie le mur élevé par les nazis, isolant le ghetto, c'est encore par l'effet du rapport des forces. On n'a pas tenté de sauver le ghetto de Berlin, pas plus que l'on n'avait secouru le ghetto de Varsovie. Mais le coup de force de Khrouchtchev justifie, sans autres

références, le maintien des forces occidentales à Berlin-Ouest.

★★

Il n'est pas inutile de définir le Droit, à condition que l'on y conforme tous ses actes, en tous temps et en tous lieux. Mais il est tout aussi simple d'interpréter les faits.

De 1945 à 1948, il n'y avait pas d'Etat allemand — seulement quatre zones d'occupation. A l'intention de ceux qui naïvement et grossièrement imputent à toute l'Allemagne les crimes et les destructions perpétrés par le nazisme et la responsabilité même de la guerre, rappelons que le peuple allemand a lourdement payé pour la capitulation et la liquidation du régime nazi : presque toutes ses villes détruites, ses usines écrasées ou démantelées, sa population laborieuse largement amputée par la mort et la captivité, la reconstruction paralysée par les charges de l'occupation militaire.

En 1948, le plan Marshall intervient pour ranimer l'économie européenne. Ce qui implique la renaissance de l'Allemagne, d'abord parce que le potentiel industriel allemand semble indispensable ; ensuite parce qu'une Allemagne parasitaire imposerait aux Etats-Unis une charge insupportable.

Les zones occidentales sont normalement interdépendantes. Il faut une monnaie commune, des administrations et des institutions communes. C'est alors que le conflit éclate avec l'U.R.S.S. qui refuse d'inclure sa zone dans cette communauté économique et bloque les communications entre Berlin et l'Allemagne de l'Ouest.

A cette époque, nul ne pouvait parler sérieusement de « danger allemand ». Politiquement, militairement, l'Allemagne était soumise aux puissances occupantes. Staline a brisé l'unité du peuple allemand, isolé la capitale allemande, non pour consolider la victoire commune de 1945, mais pour se préparer au conflit futur avec l'Occident, surtout pour organiser économiquement l'Empire conquis par la force militaire. En 1948, c'est le sabotage du plan Marshall par tous les moyens ; en 1949, c'est le plan Molotov qui, par l'institution du **Comecon**, (Conseil d'Aide économique mutuelle) préparait l'intégration économique de l'Europe de l'Est.

L'ORGANISATION DE L'EMPIRE KHROUCHTCHEV

Il est vraiment déconcertant que ce phénomène de formation d'un nouvel empire colonial et le processus qui s'est accéléré en Allemagne depuis quelques mois, ne retiennent l'attention ni des informateurs officiels, ni des économistes de gauche et d'extrême-gauche. Signalons aux curieux un article de Wilhelm-Gerd Franken paru dans le « Wirtschafts-dienst » de février 1961, et un article du « Times » du 26-9-61 qui éclairent singulièrement tous les débats autour de Berlin.

Le second papier affirme simplement que « l'arrière-plan économique » de la crise de Berlin, c'est le désir de la Russie de contrôler indirectement la ville, afin de relever la puissance économique de l'Allemagne orientale. Il ajoute que l'action du C.O.M.E.C.O.N. a pour but « **de mettre les pays satellites dans un état de totale dépendance, individuellement les uns vis-à-vis des autres, globalement à l'égard de l'Union Soviétique** ».

Le premier apporte le résultat de sondages difficiles et fructueux sur le processus de spécialisation industrielle.

Staline avait imposé la loi de l'impérialisme le plus oppressif : spoliation des richesses naturelles des pays colonisés, centralisation bureaucratique du système afin de commander de Moscou tout le commerce extérieur des différentes parties de l'Empire.

Depuis 1955 et surtout depuis 1957, l'organisation s'est révélée plus souple et plus efficace. Il

s'agit de spécialiser l'industrie de chaque satellite, afin que celle-ci dépende totalement du système. Un seul exemple très particulier : la Tchécoslovaquie doit fabriquer des camions lourds, l'Allemagne occidentale des camions légers, la Tchécoslovaquie fabriquera des tracteurs de 30 CV, ceux de 15 CV sont réservés à l'Allemagne orientale, et la Hongrie doit renoncer à toute activité dans ce domaine.

L'U.R.S.S. seule ne semble pas incluse dans cette spécialisation. Les pays satellites dépendent d'elle pour les approvisionnements en matières premières et dépendent les uns des autres dans le cadre de cette spécialisation.

Or cette politique impériale, qui est encore loin du succès total, recèle des contradictions internes qu'il faudrait examiner. En particulier, elle s'est heurtée aux tendances « autarciques » des pays déjà industrialisés comme la Tchécoslovaquie et l'Allemagne orientale.

Ajoutons que l'on ne nous a pas informés des négociations économiques engagées en fin de 1960 et au début de 1961 entre l'Allemagne fédérale, l'Allemagne soviétisée et l'U.R.S.S.

Bonn et Moscou ont eu quelque peine à proroger leur accord commercial, parce que là on voulait y inclure Berlin-Ouest, ici on voulait l'en exclure.

L'accord interzones entre les deux Allemagnes a été dénoncé par Bonn, par réaction contre les menaces visant le statut de Berlin.

L'émotion et l'irritation des gens de l'Est prouvent suffisamment que les entreprises de la zone soviétique attendaient des matières premières, des machines, des livraisons et des pièces de rechange de l'autre zone. On compte sur la grande protectrice moscovite pour combler les lacunes dans l'approvisionnement. Et la population paie par de nouveaux sacrifices les troubles de ce changement d'orientation, qui explique peut-être en fin de compte toute l'agressivité de Khrouchtchev.

ACTIVITES SUBVERSIVES

Si nous soulignons encore cet aspect volontairement estompé du conflit, sans insister sur la réalité qu'il couvre et qui mériterait d'autres développements, c'est afin de dénoncer de nouveau la mortelle illusion entretenue aussi bien par les intellectuels et les politiciens de gauche que par les plus éminents représentants de l'Occident et même par de bons camarades prisonniers de la terminologie traditionnelle.

On continue de tous côtés à opposer le communisme oriental au libéralisme (disent les officiels), au capitalisme (disent nos amis) occidental. Les plus lucides s'inquiètent de la croisade idéologique prêchée à Moscou. Les plus habiles s'efforcent de justifier leurs abandons par l'étalage des désordres et des méfaits occidentaux et l'apologie — plus ou moins discrète — des réalisations « socialistes » orientales.

Nous nous sentirions vraiment coupables, si nous prêchions la paix sociale à l'Ouest et la guerre froide... ou chaude à l'Est. Mais nous n'avons jamais cédé à cette tentation. Nous refusons simplement — faut-il le répéter — d'excuser la lâcheté devant les abominations commises à l'Est, par la condamnation — souvent théorique et passive — des exploitations et des injustices que nous connaissons à l'Ouest. Car la liberté que nous réclamons pour nos camarades de l'Est, c'est justement celle de mener comme à l'Ouest la lutte contre le patronat, l'étatisme et la réaction.

Khrouchtchev représente le système impérialiste le plus complet et le mieux conçu que l'histoire ait enregistré depuis l'antiquité. Il est assez avisé cependant pour déceler les fissures dans le bloc et prévoir les discordances et les contradictions qui tôt ou tard briseront la machine. Il est assez expérimenté pour savoir que dans les pays déjà industria-

lisés, où avant Hitler et Staline se développait et se renforçait un mouvement ouvrier libre, la révolte partira de la base des entreprises et que comme à Berlin en 1953, à Poznan et à Budapest en 1956, il suffira d'une opposition à une contrainte particulière et exceptionnelle pour allumer d'un coup le brasier de l'insurrection.

Aussi n'a-t-il pas d'autre but que d'empêcher toute confrontation entre les deux mondes. C'est pour cela qu'il a interdit le « plébiscite des pieds » qui prouvera la désertion dans la colonie allemande du quart de la population, dont une grande majorité de travailleurs et de jeunes.

C'est pour cela qu'il veut isoler Berlin-Ouest — où grâce à l'aide de l'Allemagne fédérale — le nombre des chômeurs, malgré l'absence de ressources naturelles, est tombé en dix ans de 300.000 à 20.000, tandis que l'on construisait 160.000 logements, l'équivalent d'une ville de 500.000 habitants, que l'on aménageait des rues qui, prolongées en

ligne droite, atteindraient Istanbul (cf. Jean Toulat : « Atlas-Magazine », n° 14).

Et c'est encore pour cela qu'il veut interdire à Berlin-Ouest des activités subversives. Là, il peut espérer des échos favorables à l'Occident. Ne voit-on pas le gouvernement français engager des poursuites contre nos camarades espagnols, afin d'obtenir de Franco la surveillance des « activistes français » ?

Ce qui justifie notre appel à la solidarité internationale et nous fournit une conclusion que nous répéterons inlassablement. Il est dans les pays démocratiques, des lieux d'asile constamment menacés, où des réfugiés et des proscrits échappent aux dictateurs et préparent les revanches nécessaires. La fermeture de l'un de ces refuges, c'est pour nous plus qu'une défaite... une amputation et une honte, que nous éprouvons aussi bien dans le cas des Cubains libéraux proscrits par Fidel Castro, que dans celui des Espagnols antifranquistes, et des Berlinoises dressés contre Khrouchtchev !

Roger HAGNAUER.

CEUX DE NANTES A L'AVANT-GARDE

Les amis de la « R.P. » ont insisté lors de la réunion du Noyau le 14 courant, pour que je donne, en quelques lignes mes impressions sur mon passage à Nantes courant de septembre. J'ai en effet pris contact avec les militants actifs de l'U.D.-F.O. de la Loire-Atlantique. Sans contestation possible, depuis quelques années c'est dans cette région qu'il y a périodiquement le plus de grèves revendicatives.

On se souvient encore de la grande grève des métallos de la Loire-Atlantique en 1953. Bien des accords conclus en hâte en ce temps-là dans la région parisienne à l'avantage des ouvriers métallurgistes, et notamment les accords Renault, sont indirectement le fruit de l'action de ces camarades, car ce n'est pas par persuasion que les organisations parisiennes de la métallurgie obtinrent ces avantages mais parce que le patronat de la sidérurgie française avait peur de l'exemple nantais. Surtout parce que les militants exigeaient l'élargissement de la lutte à tout le pays, cette grève qualifiée de sauvage par d'aucuns, d'anarcho-syndicaliste par d'autres, s'était révélée payante pour l'ensemble du monde du travail. Dame ! Quand ça bouge en Loire-Atlantique ce n'est pas pour rire, les chantiers de Bretagne, de la Loire, de Basse-Indre, les diverses usines, les raffineries de pétrole à Donges et les chantiers de constructions navales à Penhoët, Saint-Nazaire, formant dans leur ensemble des concentrations ouvrières toujours en éveil, fières et dignes, toujours prêtes à l'action et quelle action ! Qui ne se souvient des directions prisonnières des grévistes, des grandes manifestations sur le terre-plain de Penhoët, de la marche de 10.000 grévistes à bicyclette sur La Baule en pleine saison balnéaire, embouteillant toutes les routes, créant le désarroi dans la bourgeoisie et faisant intervenir les autorités auprès des grévistes pour que cessent ces manifestations, tant l'inquiétude était grande des répercussions violentes et de l'ampleur que ces manifestations pouvaient prendre.

Mais pourquoi cette marche sur La Baule ? me direz-vous. Eh bien, il faut que vous sachiez qu'à cette époque, et c'est peut-être encore ainsi, les prix en prévision de la saison balnéaire montaient en flèche ; il y avait le cours de La Baule, comme il y a à Paris le cours des Halles, et tous les pays environnants s'alignaient sur le cours de La Baule, d'où une hausse générale du coût de la vie, non seulement pour les estivants, mais aussi pour les riverains, d'autant plus que les possibilités de traction aidant, les estivants apparaissaient dans les moindres recoins. A Saint-Nazaire, à Nantes même, les hausses se faisaient sentir au détriment du pouvoir d'achat des travailleurs de cette région, d'autant plus qu'une fois la saison terminée les prix demeuraient et, naturellement, c'étaient les ouvriers qui payaient la casse. Pour-

tant en dehors des mouvements strictement revendicatifs, d'autres mouvements à caractère non moins social, tels que les manifestations des ménagères sur les marchés nantais, contribuèrent par le ton que prenaient les événements à maintenir le pouvoir d'achat.

Ces exemples multiples seraient également salutaires dans les autres régions. D'une part, action directe revendicative contre le patronat, d'autre part action non moins directe des consommateurs dont les travailleurs forment la grosse majorité, ce serait à mon sens payant dans le moment présent. A quand une marche sur les Halles de Paris ? Ce devrait être le rôle à jouer par les U.D. parisiennes. En auront-elles la volonté et le courage ?

Mais revenons à Nantes et en Loire-Atlantique où l'activité ne se relâche pas ; la dernière grève en date est celle du bâtiment ; elle est un succès pour les ouvriers de cette industrie. Après quelques jours de lutte, elle leur apporte 15 % d'augmentation (échelonnés jusqu'à la fin de l'année) sur leur salaire. C'est très important pour les ouvriers de la même industrie des autres régions et notamment de la région parisienne qui risque de se trouver en retard, et nous n'en sommes pas fiers. Nous saluons donc ici ces valeureux militants de l'U.D.-F.O. de Nantes, des hommes qui travaillent en équipe, en toute confiance et bonne camaraderie. On se croirait au bureau du S.U.B. parisien vers les années 1925-26. On vous reçoit les bras ouverts. Il y a là Hébert, Coignaux, d'autres jeunes pleins de dévouement, Mahé, un instituteur, des ouvriers des produits chimiques qui demandent des réunions d'usines, des intellectuels au contact des militants ouvriers auprès desquels ils ont beaucoup à apprendre.

Fernand Pelloutier était de Nantes. Il est le fondateur des Bourses de Travail. Bien que les années aient passé, son esprit reste comme demeurent toujours les revendications ouvrières insatisfaites. Les syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes ont formé un cercle Fernand Pelloutier, leur rayonnement s'étend jusqu'à Bordeaux en suivant l'Atlantique, et au-delà d'Angers en remontant la Loire, et nous espérons bientôt à Paris. Il s'agit d'une autre tentative de regroupement des militants anarcho-syndicalistes ; ils sont bien placés pour le faire et auront une audience favorable, car ce sont d'authentiques lutteurs, de véritables ouvriers dont le courage n'est plus à démontrer. Devant la carence des autres — de tous les autres — plus ou moins obnubilés et embourbés dans leur routine, l'action des gars de la Loire-Atlantique a prouvé son efficacité. Elle est la meilleure façon de contribuer à la renaissance d'un syndicalisme digne du monde ouvrier.

P. RIGUIDEL.
du bâtiment parisien.

CROQUIS D'AMÉRIQUE LATINE

Existe-t-il encore, existe-t-il déjà un fort mouvement syndical ouvrier en Amérique latine ? C'est la question première posée à celui qui revient d'un voyage aux pays de langue espagnole et portugaise. Question facile qui ne peut pourtant pas recevoir de réponse simple. Le continent n'a d'unité qu'à condition d'être vu de très loin. Sur place, et parfois dans un même pays, la diversité ethnique, géographique, sociale est telle que la sécurité mentale que donnaient quelques formules passe-partout s'évanouit pour faire place à l'inquiétude.

Il n'est donc possible que de présenter quelques échantillons caractéristiques de situations très contrastées. Ensuite, et sous réserve des conclusions auxquelles pourraient conduire des analyses plus poussées, d'attirer l'attention sur des phénomènes plus généraux — observables en de nombreuses régions du monde — dans le contexte de certaines nations d'Amérique latine.

* *

Pour les régions « blanches », c'est-à-dire dont les populations sont dans leur immense majorité d'origine européenne — l'Argentine et l'Uruguay notamment — avec lesquelles les contacts, pour ce qui concerne le mouvement ouvrier, étaient les plus fréquents, une constatation s'impose. Le syndicalisme importé, autrement dit de conception espagnole et italienne, implanté par des militants venus d'Europe, ne joue plus un rôle déterminant. Il demeure de cette poussée et de ces organisations des traces visibles et parfois de beaux restes, mais là n'est plus le moteur de l'action sociale.

Ainsi, nous pouvons saluer l'organisation exceptionnelle que représente le syndicat des plombiers et installateurs de matériel sanitaire de Buenos Aires. Il groupe la majorité des salariés, il vient de terminer victorieusement une longue grève dans le plus pur style d'action directe, avec ses militants aux postes les plus exposés, avec son secrétaire jeté en prison. C'est un syndicat affilié à la F.O.R.A., la vieille confédération anarcho-syndicaliste qui ne groupe plus guère que des noyaux d'anciens mais dont l'esprit rayonne encore.

L'influence socialiste et libertaire se maintient dans quelques organisations importantes : chemins, marins, ouvriers du livre, employés. Par contre, la plupart des corporations qui sont nées ou se sont développées dans les dernières décennies sont dominées par les péronistes. Il est probable que la réunification de la C.G.T., favorisée par le gouvernement de Frondizi, dégagera une direction à majorité péroniste.

Les perspectives d'une action ouvrière orientant l'évolution sociale et intervenant efficacement dans les décisions économiques sont pauvres. Il faut prévoir le repli des syndicats démocratiques sur l'action professionnelle, le maintien des syndicats autonomes dans l'isolement corporatif et aussi, à plus ou moins brève échéance, un nouvel éclatement de la C.G.T. (Nos lecteurs ont pu suivre, par les excellentes études informatives de Jacobo Prince, les péripéties des luttes sociales en Argentine, et connaître les facteurs qui ont contribué à provoquer et à entretenir l'actuelle confusion ouvrière.)

Le recul de la puissance syndicale, la disparition d'une volonté ouvrière comme facteur indépendant, ont conduit diverses équipes de militants à réexaminer l'ensemble de la conjoncture sociale, à réviser leurs tactiques, à se pencher sur les problèmes nouveaux. Anciens et jeunes, dans un esprit

de recherche et avec un sens de la responsabilité aujourd'hui exceptionnels collaborent étroitement à cet effort de renouvellement. « La Protesta », cette publication dont l'histoire est étroitement liée à celle du mouvement ouvrier argentin, est l'un des foyers de cette recherche, à laquelle participent, sur d'autres plans mais souvent en commun, la revue « Reconstruir » et le journal « Accion libertaria ».

L'expérience des grandes batailles ouvrières, celle des périodes troubles préluant à l'effondrement des formations politiques et syndicales et aux premières tentatives de régime militaire, celle du péronisme enfin, donnent aux militants argentins un savoir peu commun. Ils ont successivement connu les périodes d'enthousiasme révolutionnaire, de clandestinité, de patiente reconstruction des équipes d'action, d'affrontement de situations nouvelles. Je ne doute pas que de ces équipes sortira ce qui nous manque actuellement le plus et ce à quoi les syndicalistes aspirent : une méthode d'action efficace qui ne tue pas mais maintienne vivants au contraire les buts libertaires de transformation sociale.

Bien que souvent associé à la vie de son grand voisin méridional, l'Uruguay n'offre pas le même visage. Les bouleversements politiques y ont eu une moindre ampleur ; et cette relative stabilité a donné au pays des traits souvent proches de ceux des nations européennes, pour ce qui concerne la capitale du moins.

Les luttes syndicales conservent une certaine vigueur mais l'émiettement du mouvement ouvrier en centrales concurrentes et en fédérations autonomes en affaiblit la portée. La Fédération de l'industrie de la viande, l'une des plus importantes organisations ouvrières, continue d'être imprégnée d'influences syndicalistes. Une curieuse expérience de gestion semi-coopérative d'entreprises frigorifiques, tentée au lendemain même de la chute du dernier gouvernement de gauche, mériterait une étude sérieuse — les camarades de Montevideo nous la doivent — car elle a reposé la plupart des problèmes que font surgir, dans une société de type concurrentiel, les essais de gestion ouvrière : rôle et limites des syndicats, formes d'administration, types de pressions exercées par les concurrents capitalistes, les groupes financiers, les services d'Etat.

Sans doute peut-on voir dans la crise que traverse le mouvement syndical et dans l'échec des formules de gestion ouvrière les raisons qui font qu'aujourd'hui la poussée politique se manifeste avec vigueur dans les milieux révolutionnaires, y compris au sein de la batailleuse Fédération anarchiste uruguayenne.

Le panorama est encore entièrement différent au Brésil, continent bien plus que nation, où les problèmes se résolvent moins par des formules qu'avec le temps, en ce sens que les situations les plus inextricables évoluent à une allure telle qu'à une impasse jugée catastrophique succède parfois très vite une large ouverture. Ou le contraire.

Toujours est-il que dans cette puissance en rapide expansion il manque encore et toujours un mouvement syndical aux dimensions des industries et des villes. Le système corporatif, mis en place par le président Getulio Vargas et sa vaste bureaucratie syndicale d'Etat, est en voie de décomposition. Deux tendances se sont récemment manifestées comme candidates à la succession. A quelques jours d'intervalle, elles ont tenu leur congrès à Sao Paulo, capitale industrielle d'où

surgissent la plupart des initiatives de type social.

Sous le nom de « mouvement de démocratisation syndicale », le premier tente de rassembler les syndicats existants en leur imprimant une orientation nouvelle. Les résolutions prises à Sao Paulo commencent par déclarer fondamentale la croyance en Dieu. Elles poursuivent l'énoncé des principes en revendiquant les libertés essentielles, parmi lesquelles la liberté d'entreprise. Le noyau autour duquel s'est rassemblé le congrès est formé par les cercles ouvriers catholiques. En marge, mais agissant comme facteur influent, on trouve un groupe de catholiques traditionalistes dont l'anticommunisme correspond à la défense de certains intérêts industriels et terriens. Il ne faut cependant pas juger ce mouvement trop rapidement. Dans l'actuelle conjoncture brésilienne, il représente un progrès sur l'ancien système purement corporatif, où les salariés n'avaient droit ni à la parole ni à la direction de leurs propres syndicats. Les cercles ouvriers catholiques groupent des travailleurs qui découvrent les questions sociales, et parmi leurs militants il est des éléments vigoureux qui ne s'arrêteront pas en chemin.

La deuxième tendance s'intitule « de rénovation syndicale ». Ses animateurs comptent d'anciens membres du parti communiste brésilien, qui ont rompu il y a plusieurs années et qui se vouent au travail syndical exclusivement, ou des anciens et des nouveaux liés à la tradition syndicaliste. Le mouvement s'efforce de maintenir un étroit contact avec les entreprises, les services publics, les bureaux ; il se veut un courant de base. Parmi les corporations où l'esprit syndicaliste s'est maintenu ou réveillé, souvent sous l'influence de militants d'immigration récente, ou de fils d'émigrés par ailleurs entièrement « brésilianisés », signalons, pour la région de Sao Paulo, les boulangers, les ouvriers de la chaussure, quelques noyaux dans l'imprimerie, le bâtiment, la métallurgie.

Côté andin, la mosaïque est aussi compliquée que sur le versant atlantique. Au Chili, la plupart des conditions sont réunies pour que se reforme un vaste pouvoir ouvrier. Et pourtant, la force syndicale ne s'exprime qu'en de rares occasions, sans pensée propre, sans perspectives et dans une confusion totale. De grandes organisations existent : les employés, les enseignants, les cheminots. Une tradition qui remonte aux sociétés de résistance et aux I.W.W., n'a pas définitivement rompu son fil. Des situations de criante inégalité sociale, des problèmes fondamentaux comme celui de la réforme agraire, exigent une politique ouvrière sans démagogie mais sans timidité.

Les tares sont malheureusement aussi nombreuses que les possibilités : une extrême politisation des organisations syndicales, l'absence de militants à la fois soucieux de la tâche quotidienne et conscients de leur rôle dans la société, une corruption liquéfiant. Chaque parti possède son « commando » syndical, et c'est entre représentants politiques que se nouent et se dénouent les intrigues, liées aux jeux gouvernementaux ou aux préparatifs électoraux. En gros, il est permis d'avancer que la plupart des questions sociales ne sont pas envisagées dans le but de leur trouver une solution mais en vue d'alimenter les propagandes.

Le bluff et l'agitation fébrile conduisent à préférer la façade aux réalités. C'est ainsi que la C.U.T. (Centrale unique des travailleurs du Chili) dont nos lecteurs ont pu suivre les vicissitudes par diverses « lettres » ici publiées, et qui est présentée comme un mastodonte dans la plupart des publications de propagande de la F.S.M., est réduite à un squelette, après des années de gymnastique pseudo-révolutionnaire. Elle ne groupe en réalité que 160.000 membres si l'on compte les orga-

nisations officiellement affiliées, et 60.000 membres si l'on retient les cotisants effectifs à la centrale. Encore faut-il ajouter qu'en son sein les luttes de tendances entre fractions rivales sont vives — entre communistes et socialistes populaires notamment — et que celui qui en fut le président pendant plusieurs années, le « chrétien » Clotario Blest, manipulé par les stalinien, se trouve à présent en disgrâce.

Il faut reconnaître qu'en échange le mouvement de « récupération » syndicale, soutenu pendant plusieurs années par une poignée de militants syndicalistes, n'a pas réussi. Parti d'une réaction exprimée par plusieurs fédérations ouvrières contre la mainmise communiste sur la centrale alors unifiée, ce courant devait ouvrir la voie à la constitution d'une nouvelle centrale, la C.N.T., groupant toutes les organisations syndicales démocratiques. L'opposition des partis, la stérile bureaucratie de l'O.R.I.T. — branche américaine de la C.I.S.L. — qui coiffa la nouvelle confédération au lieu de l'encourager, la défection de plusieurs dirigeants rebutés par la difficulté de la tâche, firent que la C.N.T., au lieu de grandir, se ratatina, pour n'être plus aujourd'hui que le lieu de rencontre de quelques rares syndicats.

Si le Chili offre un mouvement syndical proche du bric-à-brac, le Pérou, à l'opposé, possède une confédération ouvrière solidement tenue par l'A.P.R.A., le parti populaire fondé par Haya de la Torre. Les communistes ont été balayés par l'effort vigilant des militants apristes. Mais le succès des hommes de l'A.P.R.A., sur le plan syndical, peut être expliqué par le fait que la revendication n'a pas été abandonnée en dépit du soutien provisoire pratiqué par le parti en faveur du gouvernement. Pour assurer une certaine stabilité politique au pays, après la chute de la dictature Odria, l'A.P.R.A. admet que le régime actuel — politiquement mais aussi économiquement libéral — doit être traité comme un premier « mieux ». Pour assurer son contact avec les masses ouvrières et paysannes et bénéficier de leur appui pour les prochaines élections, ce même parti accepte et encourage les syndicats à mener le combat au niveau des entreprises et des industries.

En Equateur, compartimenté entre la région côtière où domine le métissage des Noirs, la Sierra, marquée par la forte proportion d'Indiens, et l'Intérieur amazonique — amputé depuis la guerre avec le Pérou — les syndicats sont fortement influencés par une minorité communiste. C'est dire qu'ils agissent ou s'assoupissent au gré des consignes, elles-mêmes sujettes à de savants dosages de politique électoraliste et de conjoncture internationale. Et pourtant, il apparaît que le droit de grève par exemple, ou le fait de pouvoir désigner ses propres délégués représentent les éléments d'un capital nouveau propre à un prolétariat en formation.

Des syndicats, il en existe également en Colombie, de toutes dimensions, et de comportements différents. Leur développement est sans cesse entravé par la guerre à mort que se livrent libéraux et conservateurs, malgré le pacte qui les unit depuis peu sous le signe de l'alternance au pouvoir, et par les déchainements de démagogie politique à Bogota. Ici, le problème qui se pose au militant de bonne foi, c'est de maintenir la cohésion de son organisation, d'éviter les embûches que lui tendent trop d'alliés politiques intéressés, trop de propagandes moins soucieuses d'efforts quotidiens que d'opérations de circonstance. Ce même militant doit simultanément prendre garde à la politique gouvernementale qui vise à utiliser le syndicat comme régulateur et organisateur du marché de la main-d'œuvre.

La Confédération des Travailleurs du Venezuela, malgré les difficultés d'une situation économique

en permanent déséquilibre (le pétrole demeure la source essentielle du revenu alors que les travailleurs employés dans cette industrie forment une minorité numériquement insignifiante), ressemble assez à une centrale ouvrière. Orientée par les militants d'« Accion democratica » (le parti du président Betancourt) elle s'est progressivement enracinée dans la plupart des secteurs industriels et des régions. L'influence communiste, la scission du M.I.R. (dissidence gauchiste d'« Accion democratica ») ont, l'une après l'autre, été résorbées. La C.T.V. mène une vie propre bien que ses cadres soient, en large majorité, affiliés au parti. Même à Caracas, où l'assaut des communistes, puis des castristes, fut le plus vigoureux et où de nombreux syndicats furent enlevés par les équipes de ces derniers, la récupération s'effectue progressivement. Par ailleurs, les fédérations paysannes, promptes à réagir quand le nouveau régime est menacé par des clans militaires, et dont les troupes, armées de « machetes », se mobilisent rapidement autour des villes en cas de menace, lui sont un précieux allié.

Bien plus ancien — à Mexico on célèbre une fête officielle qui porte le nom de « Obrero Mundial » — le mouvement syndical mexicain semble frappé de sclérose. Apparemment puissant, faisant étalage de ses vastes locaux, il est étroitement dépendant du pouvoir ou des candidats au pouvoir. Une vaste bureaucratie règne, par delà les tendances, sur des clientèles appelées tour à tour à servir de masse électorale ou de bataillons pour la manœuvre pré-électorale. Certes, dans les petites confédérations, sédiments de la géologie sociale, on trouve çà et là des syndicats ou des tendances demeurés sains. Ils vivent recroquevillés, se défiant par expérience de toute initiative de grande envergure. Dans ce pays, qui connut l'aventure épique de la première révolution latino-américaine, les nouvelles bourgeoisies du pouvoir et de la prébende sont encore assez vivaces pour représenter, sinon un idéal, du moins une formule de carriérisme.

LA MODE CASTRISTE

La vague castriste a emporté bien des esprits, dans les milieux intellectuels notamment. Fédérations d'étudiants et organisations culturelles se déclarent la plupart, à quelques réserves près, favorables au régime de Castro et de Che Guevara.

A remarquer que les problèmes de la révolution cubaine sont rarement discutés. C'est à coups de « Vive » et de « A bas » que les polémiques s'engagent et se poursuivent, et non sur la base d'études et d'informations. Il est même étonnant de voir à quel point les partisans de Fidel Castro et de Che Guevara méconnaissent la situation cubaine, même celle que la presse officielle de La Havane présente ou reconnaît. Les prises de position sont passionnelles, sentimentales. Elles ne relèvent presque jamais d'un examen des conditions dans lesquelles est née la révolution cubaine ou des facteurs de son évolution.

Le rappel des faits, la description des situations, la citation des textes gouvernementaux conduisent les partisans de Castro à deux réactions : les uns refusent énergiquement d'entendre quoi que ce soit qui puisse diminuer leur enthousiasme ou mettre en cause leur foi ; les autres acceptent à peu près toutes les critiques mais leur opposent des formules générales : « Toutes les révolutions présentent des défauts, c'est leur sens historique qui compte », ou bien : « Le cours pro-soviétique de la révolution s'explique par les mesures contre-révolutionnaires décidées par les Etats-Unis. » Que l'on oppose à ces explications les paroles mêmes de Fidel Castro dans une interview publiée par l'« Unita » (quotidien du parti communiste italien) ou les déclarations de Che Guevara faites à

« L'Express », cela n'entraîne pas de nouveaux doutes. Les formules adoptées sont répétées à l'infini, comme des incantations, alors même qu'elles vont à l'encontre des chiffres, des dates, des documents.

En privé, c'est-à-dire dans des conditions où le délire mental se dissipe un peu, deux arguments m'ont été présentés, ou plutôt deux justifications qui méritent examen. Un historien uruguayen m'a dit : « En raison des origines sociales et de la formation individuelle des animateurs du mouvement du 26 juillet, il faut s'attendre que tôt ou tard, l'opposition entre eux et l'appareil stalinien se manifesterait. Etant donné que les secteurs de population les plus importants ne sont pas favorables au communisme de type russe, il est probable que cette opposition conduira à l'élimination de l'appareil du P.C., et nous verrons éclore un régime que l'on pourra qualifier de « titiste ».

Sans nous attarder à examiner si le « titisme » est une doctrine ou tout simplement le fruit particulier d'une situation régionale, qu'on ne peut ni exporter ni reconstituer sous d'autres latitudes et dans des circonstances historiques fort différentes, il nous semble que l'argument offre d'évidentes faiblesses. Tout d'abord, le mouvement du 26 juillet n'a jamais été un parti, il n'a jamais été structuré, il n'a jamais disposé d'un appareil. Ces particularités ont favorisé le triomphe ultra-rapide de l'appareil du parti socialiste populaire, c'est-à-dire du P.C. D'autre part, les éléments les plus expérimentés du mouvement du 26 juillet, ceux qui auraient pu effectivement entamer une lutte d'influence avec le P.C., ont été éliminés au cours des premiers mois, avec l'accord de ceux qui, aujourd'hui, symbolisent le mouvement. Par centaines et par milliers, les révolutionnaires de toutes tendances, adversaires de la mainmise communiste sur la révolution, ont été déplacés, évincés, arrêtés ou fusillés. C'est aussi par milliers que d'autres ont pris le chemin de l'exil.

Il apparaît donc que le rapport des forces, à l'intérieur des organismes du pouvoir, n'est pas favorable à une évolution de type prévu par notre historien. Ce rapport ne pourrait être favorable aux partisans d'une démocratie sociale authentique que par l'entrée en scène des forces populaires elles-mêmes, en opposition avec les institutions et les organismes du pouvoir.

Par contre, il ne me semble pas exclu qu'un jour ou l'autre le régime cubain cesse d'être soutenu par Moscou, comme résultat d'un marchandage international. Cuba représentant une monnaie d'échange dont le prix ne sera guère valorisé par le plus ou moins grand nombre de militants communistes de base à sacrifier. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, un cours nouveau pourrait être imprimé à la révolution cubaine.

L'autre argument peut ainsi être résumé : « Quel que soit la valeur de la révolution cubaine pour les Cubains eux-mêmes, et en admettant même que toutes les critiques portant sur ses déviations soient exactes, il n'en demeure pas moins que pour les masses latino-américaines cette révolution constitue la première victoire sur l'impérialisme yankee ; elle démontre la possibilité d'une révolution dans un petit pays ; elle a réveillé l'enthousiasme des populations exploitées, elle a rouvert des perspectives de transformation sociale. Dans le mouvement qui se manifeste partout en faveur de la révolution cubaine, la place des militants ouvriers et socialistes, à quelque tendance qu'ils appartiennent, est à l'intérieur de ce mouvement populaire et non en marge ou à contre-courant ».

Là, nous sommes en désaccord complet, bien que la thèse soit séduisante. Car il ne s'agit plus ici du régime cubain, mais du rôle des mouvements

sociaux latino-américains dans chacun des pays. Pour l'immense majorité des intellectuels qui forment le milieu spontanément favorable au castisme, le « bravo » lancé à la révolution cubaine correspond non à une prise de conscience généralisée de responsabilité, mais à un désengagement par rapport aux problèmes de leur propre pays. C'est un exemple de transfert. Leur impuissance ou leur manque de courage face aux situations sur lesquelles ils pourraient avoir prise s'ils étaient réellement révolutionnaires ou sincèrement démocrates, se trouvent masqués par cette « prise de position » sans danger.

Même là où existent quelques organisations ou courants favorables à la transplantation des méthodes cubaines (maquis, pression populaire, actions violentes) dans leur propre pays, il s'agit de mimétisme de type intellectuel et non de tactique surgissant des réalités mêmes et s'imposant de par la nature des problèmes à résoudre. C'est le côté prise du pouvoir et manipulation des choses et des gens qui attirent ces courants à vocabulaire révolutionnaire, et non l'intervention des organisations ou des institutions populaires. Autrement dit, c'est la face la plus dangereuse et la moins socialiste de la révolution cubaine, et si l'on veut le côté « victoire » qui les attirent, et non ce qui correspond à ce qu'ils préconisent théoriquement : la participation volontaire et égalitaire des hommes à la vie sociétale.

Il s'agit là d'un retrait devant les difficultés d'une entreprise réelle — menée avec les moyens réduits du bord, en partant des organisations ouvrières et paysannes, syndicats, coopératives, athénées culturelles — d'une œuvre difficile qui exige constance et dévouement. Ils préfèrent, et c'est là le fond du problème — et c'est en cela que nous ne pouvons les suivre et que nous nous opposons à eux — la voie de la conquête du pouvoir, la voie des états-majors qu'ils baptisent la voie des masses, suivant l'habituel phénomène d'attraction vers la foule et de mépris pour elle qui est caractéristique du comportement des intellectuels.

C'est la foule qui intéresse ces gens « de gauche », c'est-à-dire la cohue que l'on mobilise suivant des slogans faciles, et dont les mouvements débouchent sur des phases de crise qui, à leur tour, exigent l'ordre que procure le parti, le pouvoir fort, l'état-major, c'est-à-dire eux-mêmes.

Révolutionnaires ? A la rigueur, dans le sens de candidats à la succession. Mais pour la grande majorité il ne s'agit que de conformisme, d'un conformisme qui correspond à un type de société jugé inévitable et dont les caractéristiques sont une exploitation planifiée de la main-d'œuvre paysanne, condition d'une industrialisation-panacée. Pour la plupart de ces intellectuels, c'est l'attente dans la confortable position mentale de celui qui mise sur le sens de l'histoire, la supériorité de la technique militaire russe et la probabilité de la victoire. Position individuellement sans grands risques, car il n'est guère de carrière universitaire ou de profession libérale qui puisse être entravée ou brisée par des opinions péri ou para-communistes. Ce serait plutôt le contraire, et quel que soit le régime local.

L'« auto-stop politique », pour employer l'heureuse formule qu'utilisa Ignazio Silone à propos de Jean-Paul Sartre, pratiquée par une large fraction de l'intelligentsia latino-américaine, ne conduit-il pas à l'action ? Si l'on appelle action les meetings et les manifestes, sans doute. Mais si l'on définit l'action comme le résultat d'une volonté consciente de changement social, alors non, le castisme à la mode n'agit en aucune façon. Non plus d'ailleurs que l'anti-yankeesme, cette formule tellement commode qu'elle s'inscrit sur les drapeaux de tous les partis, ultra-réaction-

naires ou ultra-gauchistes, hypernationalistes ou justicialistes, répandue et admise au point de ne plus rien signifier.

La dure, la difficile lutte sociale, qui est une école pratique du socialisme, qui est un effort constant de création et d'utilisation des organisations ouvrières et paysannes, est rejetée par les intellectuels au profit de la magie des mots et de la tentation du pouvoir. Le combat contre les propriétaires terriens, dans la plupart des régions d'Amérique latine, contre la corruption et la gabegie des bureaucraties publiques, contre les sociétés à capitaux nationaux ou internationaux, n'est jamais entamé, parce qu'il est plus facile de faire de l'anti-yankeesme en théorie et en agitation que de mener une action concrète propre à liquider les privilèges des sociétés commerciales ou industrielles nord-américaines.

L'ITINERANT.

Parmi nos

LETTRES

Leçon de révolution

De A. BONNEL, à Sarron (Oise) :

Après l'article de Guilloire dans la R.P., article qui n'avait rien de révolutionnaire, ni de prolétarien, je me demandais ce que je faisais à la R.P. Heureusement arrive celui de Dury qui nous apporte ce souffle sain, qui balaie toutes béatitudes du précédent. Si la R.P. ne pratique pas une sorte de censure dans les articles, si elle se met à dresser aussi le drapeau réformiste, alors qu'elle change de titre ! Voilà ce que disent depuis nos réformistes ou plutôt Forestier lui-même, à propos de la légion d'honneur : « Nous pourrions nous passer de décorations, mais puisqu'elles existent, nous pensons que ceux des nôtres qui les reçoivent honorent ces décorations ! » (Enseignement public, page XIX) et ajoutons ceux que les portent, les Marie, les Barangé, les Debré, les amis à Feltin, à Soustelle, à Salan, à Bidault et tous ceux qui ne passent leur vie qu'à opprimer le popolo, à saboter l'enseignement public, la sécurité sociale, etc., etc. On se range dans le beau monde !

Les voilà aussi, les révolutionnaires prolétariens à Guilloire !

Allons, du balai !

En écrivant son compte rendu du congrès des instituteurs, Guilloire avait prévu que les professeurs de révolution ne lui manqueraient pas et il s'engageait à recevoir avec patience et bonne volonté les leçons de ses censeurs. Aussi avons-nous publié sans en retrancher une ligne le long pensum du camarade Dury, laissant à chaque lecteur le soin d'apprécier les arguments opposés à Guilloire et de comparer. Mais voici qu'un autre redresseur de torts intervient pour nous inviter à exercer une censure sur les écrits de nos collaborateurs et même à user du balai à l'égard de Guilloire. Nous devons d'abord répondre que nous sommes heureux de compter Guilloire parmi nos collaborateurs réguliers. Nous ajouterons que nous avons une autre conception de la démocratie ouvrière et de la liberté d'opinion. Nous dirons également que nous n'avons probablement pas la même conception de la révolution prolétarienne que notre contradicteur. Si c'est être révolutionnaire que de coller au parti communiste, alors nous ne sommes pas des révolutionnaires. S'il suffit pour être révolutionnaire de faire une grande consommation du mot « révolution », nous sommes loin de l'être autant que Bonnel. Mais si c'est travailler, en tous temps et en tous lieux, pour que les travailleurs aient plus

de bien-être et plus de liberté, alors c'est une tâche que nous sommes fiers de n'avoir jamais abandonnée.

Dans les griefs du camarade Bonnel vient curieusement s'insérer une déclaration de Forestier admettant que des enseignants puissent recevoir des décorations. C'est là un problème qui n'a rien à voir avec l'article de Guilloire. Et il n'a été introduit par Bonnel que pour faire un amalgame déshonorant. Mais pour que la liste soit complète il faudrait ajouter, aux Barangé, aux Soustelle et aux Salan les purs « révolutionnaires » qui ont nom Hénaff, Marcel Paul, Marrane et tutti quanti qui ne rougissent pas d'arborer ces décorations. On peut même dire que si, depuis la fin de la guerre, des syndicalistes, des socialistes et même des libéraux ont obtenu la légion d'honneur, ce n'est pas eux qui en ont introduit la mode dans les rangs ouvriers. Ce n'est qu'après que les communistes en eurent donné l'exemple. Est-ce seulement un hasard si l'énumération de Bonnel est incomplète ? — F. Charbit.

Sur l'Etat d'Israël

De J. LAPLAUD (Charente-Maritime) :

Avec le « vieil abonné parisien » sans doute, je ne suis pas tout à fait d'accord avec notre camarade R. Louzon sur la question de l'Etat d'Israël. Réoccuper le pays — une partie du pays — qui fut le berceau de leurs ancêtres c'est, pour les Juifs, d'après Louzon, une conquête coloniale ! « Une des plus répugnantes, une des plus atroces qui soient », toujours d'après notre camarade !

Il me semble pourtant me souvenir que ce sont les Nations Unies qui, après le dernier conflit mondial, ont proposé que la Palestine soit divisée en deux Etats : un Etat juif, un Etat arabe, reliés par une union économique. Proposition acceptée par les Juifs, rejetée par les Arabes ; que ceux-ci, d'autre part, étaient bien décidés à s'opposer par tous les moyens à la naissance d'un Etat juif ; que ce sont les armées de l'Egypte, de l'Irak, de la Syrie, etc. qui ont envahi les terres occupées par la colonie juive, fin 1947 et début 1948 ; que dès la Déclaration d'Indépendance de l'Etat d'Israël (14 mai 1948), les avions égyptiens bombardaient Tel Aviv et 80.000 soldats arabes pénétraient en Israël ; que cette guerre se termina par l'armistice de février 1949 consacrant la victoire des armées israéliennes.

Il me semble bien, d'autre part, que c'est le Haut Comité Arabe de Palestine et les gouvernements des pays arabes limitrophes qui, avant les hostilités, invitèrent les Arabes palestiniens à quitter leurs foyers pour échapper aux bombardements et aux opérations militaires.

Les 6 ou 700.000 Arabes qui obéirent et sont aujourd'hui des réfugiés n'ont pas été chassés par les Juifs, mais ont quitté Israël volontairement. Que leur sort soit atroce, j'en conviens ; mais en quoi les Juifs d'Israël en seraient-ils responsables ? Il y a d'ailleurs 200.000 Arabes en Palestine, ceux qui y étaient restés, ceux que l'Etat d'Israël a laissés revenir. Ils y vivent en assez bonne intelligence avec les Juifs, malgré tous les problèmes qui se posent aux deux communautés, et leur sort est très certainement plus enviable que celui de leurs frères de race vivant dans les pays arabes.

Donc, pas d'accord du tout, Louzon ! Avouerais-je que j'en suis ennuyé, car notre excellent camarade nous a tout de même habitués à plus d'objectivité !

Sur le même sujet, MARCADET, de Viroflay, écrit :

La lecture du P.S. de R. Louzon (p. 15-183) du numéro de septembre de la R.P. m'a profondément troublé. « La conquête de la Palestine par les Sionistes a été l'une des plus répugnantes et des plus atroces conquêtes coloniales qui soient. »

Je ne suis pas Juif et n'ai eu que quelques relations avec des Juifs de qualité. Mais, par ailleurs, je reconnais avoir entendu, assez souvent, des critiques, plus ou moins justifiées, en tout cas, plutôt vives à l'égard des Juifs. Dans certaines corporations, chez les artistes, par exemple, on leur reproche leur esprit de coterie, de s'emparer de tous les

postes vacants, à la radio, plus particulièrement. Cela n'est pas très grave, si l'on veut bien y réfléchir, et nous sommes loin des appréciations de Louzon.

Je viens, heureusement, de lire l'article d'Edouard Sablier, dans le « Monde » du 22 septembre, sur « Le précédent palestinien ». E. Sablier passe pour un collaborateur sérieux. Il ne cache pas l'acharnement des Juifs et des Arabes à revendiquer la Terre Sainte, alors sous tutelle ; il signale que, le 2 février 1947, les Anglais remettent leur mandat aux Nations Unies, se plaignant que le gouvernement de la Palestine est impossible du fait de la mésentente absolue des deux communautés. Nous apprenons alors que celles-ci se regroupent spontanément dans leurs quartiers respectifs ; qu'entourés « de haine et d'intransigeance », les Juifs continuent la pression de leurs voisins, vivent dangereusement, et apportent cependant une assistance non négligeable aux pays sous-développés du continent africain.

Cela m'a un peu soulagé.

✱

C'est extraordinaire comme les faits les plus récents sont ignorés ou falsifiés.

Il en est ainsi pour ce qui concerne la récente conquête de la Palestine pour les sionistes.

Les Juifs, dit Laplaud, ont réoccupé la terre de leurs ancêtres. Or,

1° Les Juifs actuels sont des gens qui professent la même religion que les anciens Hébreux qui occupaient la Palestine, mais n'en sont pas les descendants. Sauf quelques antisémites enragés, il n'y a aucun historien ou ethnologue qui prétend le contraire. (Voir notamment à cet égard la conférence de Renan sur le judaïsme, race ou religion).

2° Qu'est-ce que ce droit à la réoccupation d'un territoire qu'on a abandonné depuis deux mille ans ? Si les Irlandais voulaient occuper la France, sous le prétexte qu'il y a deux mille ans la France était habitée par des Gaulois qui étaient Celtes comme eux, Laplaud trouverait-il cette revendication légitime ?

Autre chose : les Arabes ont quitté volontairement la Palestine. Or, voici ce que dit à cet égard, dans une lettre adressée à l'O.N.U., un Juif, un Juif de Palestine, président d'un groupe certainement minuscule qui s'appelle la « Troisième Force », mais dont l'action sauve l'honneur des Juifs, M. Stein : « Les Arabes de Palestine n'ont pas quitté leur pays volontairement ou parce qu'ils y ont été invités. Des centaines de milliers d'hommes, spécialement quand ce sont des paysans, n'abandonnent pas leurs maisons et leurs terres de leur plein gré ou à la suite de propagande. Ils se sont enfuis parce qu'ils craignaient pour leur vie ou qu'ils appréhendaient la domination sioniste. Le terrible massacre qui eut lieu dans le village arabe de Der Yassin en 1958, et les autres actions semblables qui le précéderent ou le suivirent prouvent que leur crainte était fondée.

Et même si c'est à tort que les Arabes s'enfuirent, même si leur peur était exagérée, en quoi cela justifie-t-il qu'on les empêche maintenant de rentrer ?

Nous avons connu en France, en 1940, une peur panique du même ordre, et certainement bien moins justifiée. Toute la moitié nord de la France s'est ruinée alors en France du sud. Est-ce que nos camarades Laplaud, Marcadet, et autres, auraient trouvé justifiée l'interdiction qu'on leur aurait faite à ces fuyards de rentrer chez eux et de reprendre possession de leurs terres ?

Mais revenons à l'essentiel : la Palestine était occupée avant 1914 par une population arabe (comprénant une petite communauté juive) qui y vivait en paix. Après 1920, des Juifs sionistes, sous le couvert de l'armée britannique, sont venus s'y installer en nombre sans cesse croissant.

Puis, après la seconde guerre mondiale, ils combattirent, par le terrorisme et autres moyens, l'armée britannique (qui voulait limiter leur nombre afin de permettre aux Arabes d'avoir encore assez de terres pour y vivre) et simultanément la population arabe de Palestine, à laquelle se joignirent,

pour la défendre, quand, conformément à leur habitude, les Britanniques trouvant la situation trop dangereuse pour eux, virent foutre le camp les armées des Etats arabes voisins.

Eh bien ! se ce n'est pas là une conquête coloniale type, et du type le plus répugnant pour les raisons que j'ai dites précédemment, c'est que les mots n'ont plus de sens. Or, je suis contre toutes les conquêtes coloniales, qu'elles soient faites par des juifs ou par des chrétiens.

Voilà pourquoi la conquête de la Palestine par les sionistes me semble une honte pour le peuple juif. — R. L.

Le parti d'abord !

De Charles FABRE, du Var :

Fidèle à mon idéal socialiste de ma jeunesse, devant la carence des néo-socialistes à la Guy Mollet, j'ai successivement fait partie du P.S.U., puis du P.S.A. et maintenant du P.S.U. ; et je crois, peut-être à tort, que c'est dans un parti socialiste intègre, et combattif, comme le nôtre, visé particulièrement par l'O.A.S. (Attentats contre Alain Savary, contre Daniel Mayer, Ch. Hernu, et Verlhac), que l'action socialiste, comme vous l'entendez sans doute, et comme je l'entends, est, à mon humble avis en raison de la situation actuelle, nationale et internationale, la plus rapprochée de la vérité.

Certes, je ne veux pas minimiser la lutte des travailleurs sur les plans syndical, coopératif et mutualiste, chers à Ch. Gide, mais, pour moi, le vrai et décisif combat socialiste contre la bourgeoisie capitaliste et ses tenants, n'aura lieu que lorsque les travailleurs de ce pays, enfin conscients et unis, militeront dans un grand parti socialiste un tantinet jacobin, laïque, surtout, et démocratique !

Est-ce une utopie ?

Sur le mouvement wallon

Une lettre assez sévère de Pierre HUBERMONT, de Bruxelles, adressée au camarade Lime, nous reproche de ne faire « aucune part au culturel », de retourner constamment à un passé dépassé et de négliger le bouillonnement de la vie présente et l'allure de plus en plus accélérée de la Révolution Permanente dans le monde ». Il admet que « Louzon reste le seul à serrer quelques réalités vivantes de près, mais qu'il arrive à sa logique mathématique de s'égarer. Est-ce parce que les Arabes nous ont sauvé l'arithmétique que Louzon se sent devenir le Mahomet du F.L.N. ? » Enfin trouve grâce à ses yeux Guilloire « à peu près le seul à garder les pieds sur terre, en se cantonnant d'ailleurs sur le terrain syndical... »

Mais l'essentiel de cette lettre porte sur l'initiative du militant belge André Renard qui vient de constituer un « Mouvement Populaire Wallon » à tendance fédéraliste. Et voici ce qu'il écrit à ce propos :

Vois le cas Renard.

Ce gars qui a une puissante personnalité, se dégage (à la faveur d'une grève prématurément engagée à l'encontre de son avis raisonnable et raisonné) se dégage du carcan de la lourde bureaucratie syndicale, jette à la gueule de ses détracteurs les anneaux dorés de la chaîne de « bonne vie » qui le réduisait en esclavage bourgeois et sauve à la fois le mouvement mal engagé et l'honneur syndical.

Grâce à lui, une politique réactionnaire est ébranlée et un socialisme mal en point, reprend pied dans un pays où il se mourait d'un excès d'engraissement dormitoire.

L'action de Renard a fait mûrir au cœur de l'Europe occidentale des problèmes économiques, sociaux, politiques qui devraient retenir l'attention particulière de la R.P.

En créant, à la suite des grèves et en conséquence logique de celles-ci, le Mouvement Populaire Wallon, et en limitant l'action présente de ce mouvement aux réformes de structure et au fédéralisme à la fois dans le cadre belge et dans le cadre européen, André Renard est apparu comme ayant l'étoffe d'un homme d'Etat prolétarien et européen.

Il ne semble pas qu'on s'en soit aperçu à la R.P.

Tu m'as dit, vieux frangin, que pour avoir fait ce qu'il a fait, André Renard devait être franc-maçon.

Détrompe-toi ? Dans son dernier discours de Marcinelle, il a mis les choses au point à ce sujet.

Au président du parti socialiste belge qui avait mis en cause son « groupe de pression » du Mouvement Populaire Wallon (son action fractionnelle, quoi !) il a répondu : « Je connais certaines sociétés secrètes où des socialistes fraternisent avec les pires réactionnaires libéraux ».

Hélas ! aussi utile qu'il ait pu être la franc-maçonnerie pour la sauvegarde de certains persécutés dans le monde, en Belgique il apparaît bien qu'elle a constitué un boulet fort lourd attaché à la cheville du mouvement ouvrier.

La franc-maçonnerie belge n'a nullement le caractère franc et ouvert qu'elle a aux Etats-Unis, par exemple. Elle n'a pas non plus la pugnacité démocratique et laïque de la franc-maçonnerie française...

... Le courage suprême de Renard (camarade qui agit en véritable homme d'Etat prolétarien) a peut-être été de soulever ce lièvre-là en Belgique.

Sans doute, sur le plan culturel, ne nous satisfait-il pas encore...

EN REV'NANT D'L'EXPO

Il va de soi qu'en allant au Palais des Sports, où se tenait l'Exposition Soviétique, nous avions notre petite idée de derrière la tête.

Nous savions que nous allions assister à un vaste effort de propagande pour accréditer aux yeux des non-avertis le régime d'exploitation et d'oppression qui sévit à L'Est.

Nous étions venus, non en incrotables vicieux, fermés à tout raisonnement comme à toute démonstration valable, ni en incrédules à l'instar du brave Popov si bien chambré et intoxiqué qu'il se refuse à croire à un mieux-être possible dans les pays capitalistes.

Il s'agissait pour nous, comme pour tout militant soucieux de se documenter et de recueillir des éléments d'appréciation, de voir les moyens employés par le numéro un Khrouchtchev pour justifier sa récente déclaration : « L'ère du socialisme est révolue, celle du communisme commence ».

Nous entrons dans une salle aux vastes proportions et découvrons que rien n'a été négligé pour frapper l'imagination des visiteurs. On se trouve, dès l'abord, face à d'immenses panneaux où sont reproduites des pensées de Marx et de Lénine,

des slogans comme « L'U.R.S.S est le pays de la paix ! » (cela dans le même instant de la reprise russe des explosions atomiques, problème que nous n'aurons pas la possibilité d'aborder, les interprètes chargés de nous renseigner se retranchant derrière l'interdiction de répondre aux questions de caractère politique).

On se rend compte que le gros effort a porté sur les réalisations nucléaires : maquette de centrale atomique, reproductions de spoutniks, des diverses capsules géophysiques, des « Vostok » de Gagarine et Titov. Dépliants et brochures célèbrent à l'envi la gloire des deux cosmonautes.

Nous traversons l'immense hall au milieu de machines et d'instruments divers montrant des réalisations importantes dans le domaine de l'industrialisation. On circule au milieu des modèles réduits des plus récents avions et hélicoptères, de bateaux dont le brise-glace atomique « Lénine ». La science et la technique russes, le folklore des diverses régions sont également montrés dans plusieurs salles de cinéma et par de multiples petits écrans qui projettent des documentaires en couleurs.

Encore des panneaux où s'étalent des chiffres : « L'U.R.S.S. produit 520 milliards de KWh ; 515 millions de paires de chaussures, 612 millions de tonnes de charbon, 33,3 millions d'écobliers », etc.

Dans tout cela nous cherchons des informations sur les conditions de vie ouvrière, ce qui nous semble devoir être primordial de la part du pays de la « dictature du prolétariat ».

Mais voilà que nous arrivons à la section « Bien-être du peuple ». Là sans doute trouverons-nous de quoi satisfaire notre curiosité.

De fait, notre attention est d'abord attirée par les téléviseurs et appareils de radio. Nous interrogeons les préposés et, sur leur réponse affirmative que l'on peut, en U.R.S.S., entendre les postes occidentaux, nous posons insidieusement la question du brouillage des ondes par les autorités russes. Réponse : « Quand une chose puante se trouve devant votre fenêtre, vous fermez la fenêtre ». Comme nous insistons, ils partent en nous tournant le dos.

Plus loin, nous arrivons devant l'appartement-type, l'appartement idéal du Russe moyen « soviétisé ». Nous disons « idéal » car on néglige d'indiquer que, pour le moment, à part quelques privilégiés, deux ou trois familles s'entassent ensemble dans des logements exigus. On le reconnaît d'ailleurs implicitement sur un panneau où l'on peut lire : « Dans deux décennies (admirez l'astuce : « deux décennies » et non « vingt ans ») chaque famille russe aura cet appartement ». Celui-ci, sommairement aménagé, ameublement standard, chêne clair taillé au cordeau est tout à fait ordinaire et sous le rapport du confort (promis dans vingt ans au peuple russe) dès à présent l'ouvrier occidental n'a rien à envier à celui de l'Est.

Revenus vers la technique, nous nous trouvons devant l'imposante maquette (4 m x 3 m) d'un ensemble sidérurgique et nous avons la chance de pouvoir en discuter avec un ingénieur chargé de répondre aux demandes de renseignements. Entre autres choses nous lui demandons comment est conçu le problème de l'hygiène (douches, lavabos, infirmerie) et des relations sociales (salles de réunion des délégués, etc.) car nous n'apercevons rien de tel dans cet ensemble pourtant très détaillé. Réponse confuse d'où il ressort que la place manquait pour les situer. Nous marquons notre déception de cette absence dans un système axé sur la promotion ouvrière.

Puisque nous avons affaire à un technicien connaissant bien la marche d'une entreprise et que nous avons parmi nous un camarade connaissant à fond la langue russe, nous lui posons quelques questions que nous résumerons, le « cuisinier » de la « R.P. » ne nous réservant qu'une place limitée :

Question : Quelle est la représentation ouvrière dans l'entreprise, comment sont élus les délégués ouvriers, à bulletins secrets ou à main-levée ?

Réponse : Les ouvriers sont représentés dans la proportion de 40 % au Soviet suprême. (Est-ce ignorance ou silence volontaire ? Nous n'en obtenons pas davantage.)

Question : Nous lisons sur les panneaux que les ouvriers russes ont de 12 à 48 jours de congé annuel. Le code russe de travail n'indique que le minimum, quels sont les autres bénéficiaires ?

Réponse : Les travailleurs de choc, ceux qui ont droit à des jours d'ancienneté, etc. Les syndicats russes ont des palais où leurs adhérents vont passer leurs vacances. (Sur la base de statistiques russes, nous observons qu'à peine un dixième des travailleurs peuvent prendre ses vacances dans cette région privilégiée, d'où un choix inévitable. Quels sont les bénéficiaires ? Les mêmes, nous est-il répondu.)

Question : Pourquoi en Russie les allocations familiales ne sont-elles servies qu'à partir du troisième enfant ?

Réponse : (Evasive, d'où il ressort que la femme qui, comme l'homme, travaille à l'avènement du socialisme peut, par son salaire, augmenter les ressources du ménage.)

Question : Pourquoi une hiérarchisation des salaires allant du simple au décuple ?

Réponse : Récompenser les travailleurs de choc et la valeur professionnelle.

Question : Un ouvrier spécialisé peut-il, comme en France, envisager avec son salaire l'acquisition d'une petite voiture comme celle qui est exposée (4 CV à moteur arrière) ?

Réponse : Mais pourquoi l'ouvrier envisagerait-il l'achat d'une voiture ?

Nous évoquons le séjour en U.R.S.S. d'un de nos amis, ancien leader communiste, ayant rompu depuis avec le parti et qui était allé là-bas pour parfaire sa formation militante. Prenant ses repas dans la cantine des cadres supérieurs d'une grande entreprise, il avait voulu un jour y emmener sa secrétaire ; or, l'accès en fut interdit à celle-ci. Selon notre camarade, dans cette entreprise, quatre sortes de cantine coexistaient : 1) cadres supérieurs, 2) cadres subalternes, 3) cadres inférieurs, 4) ouvriers et employés.

Réponse : Contestation formelle de l'existence d'une hiérarchisation des cantines.

Ce colloque, calme au début, avait suscité un certain intérêt. Autour de nous la foule s'amas-sait. Ce fut bientôt comme une sorte de conférence de presse où chacun donnait son avis, partisans comme adversaires. Un interprète, qui en rajoutait « inconsiderément » fut remplacé par l'ingénieur qui, finalement excédé, arrêta la discussion en nous invitant à nous rendre sur place. Comme nous objections que nous n'en apprendrions guère plus en acceptant d'être trimballés à la manière des innombrables délégations soigneusement canalisées, celui-ci se réfugia derrière son irresponsabilité pour éviter de s'engager outre-mesure.

Nous primes donc congé accompagnés de quelques visiteurs sympathiques qui nous confièrent leur désappointement.

L'heure du dîner était arrivée. Au premier étage, le restaurant russe de l'Exposition nous offrait ses services. Consultons la carte : ce ne sont pas précisément des prix prolétariens, et nous ne nous en sortirions pas à moins de 2.000 francs (anciens). Encore, sans le caviar dont le prix de la portion est de 1.900 francs.

Nous nous contentâmes d'un sandwich avant de rentrer chacun chez soi méditer, non sans quelque amertume, sur cette piètre contribution à notre édification sur l'avenir d'un peuple dont nous nous sentons profondément solidaires, conscients que nous sommes de l'interdépendance de notre libération commune.

QUELQUES VISITEURS DEÇUS.

AU CONGRES DE LA FEDERATION F.O. DES PRODUITS CHIMIQUES

Pour une action plus vigoureuse de la C.G.T.-Force-Ouvrière

La Fédération F.O. des Produits chimiques vient de tenir son congrès. Son secrétaire général, notre camarade Maurice Labi, n'a pas craint, dans son rapport moral, de critiquer l'orientation générale de la C.G.T.-Force Ouvrière. Il a fait état des résultats obtenus par sa propre Fédération : une augmentation d'un tiers de l'effectif de ses adhérents avec une cotisation syndicale doublée. Ces résultats sont dus principalement aux accords de salaires, dans la chimie et le pétrole, que la Fédération a discutés et conclus.

Voici quelques points de la résolution générale adoptée par le congrès :

- salaire mensuel minimum de 400 NF ;
- double échelle mobile des salaires (indexée sur les prix et sur la productivité) ;
- retour progressif aux quarante heures ;
- retraite à 60 ans.

Nous pensons pouvoir donner dans notre prochain numéro, un compte-rendu plus complet de ce congrès syndical très important, qui précède celui de la Confédération F.O. Celui-ci se tiendra à la fin de novembre et nous lui ferons toute la place qu'il mérite.

Notes d'Economie et de Politique

LE PARADOXE DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

C'est un phénomène général. Dans tous les pays, tout au moins dans ceux d'Occident, l'Etat est obligé de « soutenir » les prix des denrées agricoles. C'est-à-dire que l'Etat s'engage à payer ou à faire payer aux agriculteurs des prix supérieurs à ceux auxquels ils devraient vendre leurs produits si le marché en était libre. Qu'il s'agisse de pays dans lesquels on ne jure que par le « libre jeu de l'offre et de la demande », comme les Etats-Unis ou l'Angleterre, ou bien de pays où l'on a de vieilles traditions d'économie quelque peu étatisée, comme l'Allemagne, il en est de même ; cela, d'ailleurs, ne date pas d'hier mais de plusieurs dizaines d'années ; ça remonte au milieu de l'entre-deux guerres environ. En France, un certain nombre de produits agricoles, dont le blé est le plus important, sont déjà soumis à ce régime, et, débarrassées de tout le fatras dont elles s'accompagnent, les revendications actuelles des agriculteurs n'ont pas d'autre but que de le faire étendre à de nouveaux produits, et, si possible, à tous.

Eh bien ! Pourquoi cela ? Pourquoi les produits agricoles sont-ils vendus à des prix plus élevés — d'ordre de l'Etat — que leurs prix normaux, alors que les produits industriels — à quelques rares exceptions près dues à ce que l'Etat tient parfois, pour des raisons particulières, à maintenir ou à développer la production d'un produit déterminé — demeurent soumis à la loi de l'offre et de la demande, et qu'ils continuent donc à être vendus, eux, aux prix auxquels les consommateurs acceptent de les acheter, et non à des prix plus élevés imposés par l'Etat ?

La raison en est simple : elle réside en ceci, que la consommation des produits agricoles est limitée, tandis que celle des produits industriels est indéfiniment extensible.

En effet, supposons que vos revenus augmentent ; étant donné que vous mangez déjà largement à votre faim — ce qui est le cas général chez les peuples d'Occident — vous n'allez pas vous mettre à consommer davantage de pain, de viande, même de fruits, parce que vous avez de quoi en acheter davantage. Par contre, ce surplus de revenus dont vous disposez, vous allez l'employer à vous acheter davantage de produits industriels : robes, autos, frigidaires, etc., parce que pour cette catégorie de produits vos besoins, disons plutôt vos désirs, ne sont jamais entièrement satisfaits.

Si bien que l'industrie, dans son ensemble, peut toujours produire davantage, elle trouvera toujours preneur (dans la mesure, tout au moins, où les ressources du public augmentent et à condition, bien entendu, qu'elle cesse la fabrication d'un vieil article dont le marché est saturé pour se reporter sur celle d'un article qui a, pour le moment, la faveur du consommateur), tandis que l'agriculture qui, à la différence de l'industrie, n'a à peu près jamais de nouveaux produits à offrir, ne trouve plus à vendre ceux auxquels elle est obligatoirement confinée, dès que, grâce aux progrès de la tech-

nique, elle accroît sa production plus vite que n'augmente la population (1).

Dans des pays qui, comme les pays occidentaux, produisaient déjà, il y a cinquante ou quarante ans, les quantités de produits agricoles qui correspondaient à peu près à leur consommation, l'accroissement considérable de la production agricole qui a eu lieu depuis lors s'est traduit par une offre de denrées qui, presque pour chacune d'elles, est en excédent sur la demande. Or, l'on sait ce qui arrive dans ce cas : les prix s'effondrent, car chacun a peur de ne pas vendre sa marchandise et, pour éviter cette catastrophe, surenchérit dans la diminution du prix.

Ainsi donc, chaque pays d'Occident a présentement un excédent continu de produits agricoles qui amène une telle baisse des prix de ceux-ci qu'ils tombent au-dessous du prix de revient, au-dessous du niveau qui fournirait au producteur une rémunération lui permettant de vivre.

A cette situation, il n'est que deux remèdes possibles. L'un, le remède classique, celui qu'exigerait l'application de l'économie libérale : mettre un terme à la surproduction en produisant moins. Pour cela, abandonner la culture des terres les plus pauvres.

Mais toute diminution des surfaces cultivées entraîne obligatoirement le chômage de ceux dont les terres ne sont plus cultivées. Et alors, que faire de ces chômeurs, de ces paysans déracinés ?

L'expansion de l'industrie ne permet pas de les absorber comme travailleurs industriels, étant donné qu'elle permet tout juste d'absorber ceux que présentement elle absorbe et dont le nombre est insuffisant pour que la production agricole soit ramenée au niveau des besoins ; en outre, on aurait une proportion grandissante des terres arables du territoire qui serait laissée en friche, ce qui n'est pas très reluisant, et puis, enfin et surtout, la population paysanne serait réduite à un très faible pourcentage de la population totale, ce qui risquerait d'ébranler la société bourgeoise, étant donné que les agriculteurs sont traditionnellement considérés comme un élément conservateur dont le poids est indispensable au maintien de l'« ordre social ».

C'est pourquoi, plutôt que de laisser jouer les « lois économiques », plutôt que de voir les friches s'étendre jusqu'à ce que la production soit ramenée au niveau de la consommation et que des prix convenables puissent ainsi s'établir d'eux-mêmes, tous nos Etats occidentaux, aussi bien ceux d'Amérique que ceux d'Europe, préfèrent la seconde solution : ils maintiennent leur surproduction de produits agricoles en maintenant, de force, le prix de tous les produits agricoles au-dessus de leurs prix vrais, au-dessus de leur « valeur ». Et c'est ainsi que l'on arrive à ce résultat d'apparence paradoxale, que la surproduction a pour conséquence l'augmentation des prix.

(1) De 1950 à 1960, par exemple, la production agricole s'est accrue aux Etats-Unis de 2,5 % par an, tandis que la population n'augmentait que de 1,8 % par an.

Mais, dira-t-on, cela ne résout pas la question des excédents. Malgré les prix élevés, ceux-ci subsistent, l'élévation des prix tendant même plutôt à les faire augmenter. Alors, qu'en fait-on ?

Eh bien ! Il y a deux solutions.

Ou bien on les détruit purement et simplement : on « dénature » le blé, on brûle le café, on brûle l'alcool du vin, etc. Ou bien on les envoie aux pays qui n'ont pas le malheur d'avoir une production excédentaire, soit en les leur vendant à des prix très au-dessous de ceux qu'on a fixés pour le marché intérieur, c'est ce que la France fait généralement, ou bien, plus simplement, on en fait cadeau à des pays « sous-développés », ainsi que le font les Etats-Unis.

Dans tous les cas, il s'agit là, évidemment, d'une charge importante pour l'Etat et pour ses citoyens, obligés en tant que contribuables de faire les frais de l'opération, cependant qu'en tant que consommateurs, ils sont obligés de payer plus cher leurs vivres que si, pour réduire la surface des terres cultivées, on se contentait de cultiver les meilleures terres dont la haute productivité permettrait au cultivateur de gagner sa vie tout en vendant bon marché.

DE BAT'A A TITO

S'il est rarement question dans ces Notes de la Yougoslavie, ce n'est point que leur auteur ne s'intéresse point à ce qui s'y passe. Tout au contraire !

La prodigieuse expérience que la Yougoslavie est en train de faire depuis l'institution des Conseils ouvriers est une expérience fondamentale : c'est l'expérience même du socialisme. Le socialisme, en effet, c'est cela, et rien d'autre : la production aux mains des producteurs. L'ouvrier maître de l'usine, maître par là de l'économie, maître par là de la société.

En posant, voilà déjà dix ans, le principe que les usines seraient gérées par des « Conseils ouvriers » élus par l'ensemble des ouvriers de la fabrique, la Yougoslavie a institué chez elle, en principe, le socialisme, mais ce principe ne sera une réalité que si le Conseil ouvrier est, en fait, le vrai maître de l'usine et s'il est une véritable émanation des travailleurs de l'entreprise.

Or, c'est précisément en raison de cela que je n'ai osé parler que rarement de l'expérience yougoslave, car il est fort difficile de juger, de l'extérieur, si les Conseils yougoslaves sont bien de vrais Conseils ouvriers, ou s'ils ne forment qu'une façade destinée à recouvrir d'un masque démocratique la véritable autorité, celle du parti communiste, c'est-à-dire celle de l'Etat. Pour tenter de discerner la vérité sur ce point on en est réduit à éplucher les textes officiels et les commentaires qu'en donnent les journaux officiels — ce qui est peu.

Il me paraît cependant de plus en plus probable que ces Conseils ouvriers yougoslaves ne sont pas du simple « bidon » car ils évoluent dans un sens qui tend à leur conférer des fonctions de plus en plus larges, et ce qui est pour le moins aussi important, de plus en plus d'indépendance.

Non seulement, en effet, leurs pouvoirs ont été constamment accrus depuis leur fondation, mais leur organisation est devenue de plus en plus décentralisée. Or, décentralisation est toujours synonyme de liberté. Il est, en effet, de moins en moins commode pour l'Etat de com-

mander efficacement à des organismes qui sont de plus en plus nombreux et de moins en moins concentrés.

C'est ainsi que dans les grandes entreprises, on ne se contente plus d'avoir un seul Conseil ouvrier, chargé de la direction de toute l'entreprise, mais qu'on a installé des Conseils pour chacune des branches de la production de l'entreprise, chacun d'eux régissant souverainement tout ce qui concerne sa branche de production tandis que le Conseil ouvrier central se contente de traiter seulement les questions d'ordre général.

D'autre part, au moins dans une entreprise, la fabrique de pâte à papier « Natronka », qui occupe environ 1.100 personnes, on a institué un système de coopératives partielles qui rappelle, si j'ai bien compris l'exposé qui en a été fait dans les *Nouvelles yougoslaves*, celui que Bat'a, le grand fabricant de chaussures tchécoslovaque, avait créé dans son usine de Zlin entre les deux guerres et auquel Dubreuil a consacré une étude.

Dans cette usine « Natronka », tout comme c'était le cas chez Bat'a, la fabrication est divisée en « unités économiques » dont chacune agit en entreprise distincte, achetant à celle qui la précède dans le processus de production ce dont elle a besoin pour faire son propre travail et vendant à la suivante le produit, ou plus exactement, le demi-produit qu'elle a élaboré. Chaque « unité économique » possède donc une autonomie complète, elle a sa comptabilité propre et elle répartit entre ses membres, comme elle l'entend, les bénéfices qu'elle a réalisés. Enfin, cette unité économique autonome est gérée, non par un Conseil, mais directement par l'« assemblée » de l'ensemble des ouvriers qui la composent.

Dans ces conditions, avec une décentralisation aussi poussée, il me paraît difficile que le parti communiste puisse maintenir, même s'il le voulait, son emprise sur les « Conseils » et sur les « Assemblées ». Certes, il est bien certain que comme toujours, dans tous les organismes populaires, si démocratiques qu'ils soient, et quelles qu'aient été les mesures prises pour assurer la participation effective de tous, c'est une minorité, la « minorité agissante » qui, en fait, les dirige, la plupart de leurs autres membres, tous ceux qui ne veulent pas « se casser la tête », se contentant de suivre. D'autre part, il est bien probable aussi que la plupart des membres de ces minorités dirigeantes appartiennent au parti communiste, tout au moins, à l'« Alliance socialiste », organisation qui rassemble avec les membres du parti communiste ceux de toutes les organisations ouvrières, mais il n'empêche qu'un noyautage qui s'appliquerait à des groupements aussi nombreux, chargés d'autant de fonctions et jouissant de compétences aussi étendues, ne pourrait être, me semble-t-il, qu'un noyautage fort lâche, qui ne pourrait s'effectuer selon des consignes strictes et qui, en définitive, mettrait le pouvoir de décision entre les mains des plus actifs, des plus dynamiques — ce qui ne saurait être un mal — beaucoup plus qu'entre celles des plus disciplinés.

Mais, encore une fois, tant que nous n'aurons pas de renseignements de source directe, et tant que, non seulement au sein des entreprises mais dans tous les domaines de la vie sociale, une large liberté n'aura pas été rétablie en Yougoslavie, ce seront beaucoup plus des espoirs que des certitudes que nous pourrions formuler.

L' « UNITE ARABE » FONCTION DE LA LUTTE CONTRE ISRAEL

C'est un fait curieux que, aujourd'hui comme jadis, ces régions si semblables de l'Euphrate et du Nil, et qu'unissent les oasis de Syrie, ne parviennent pas à se fondre durablement en un seul Etat. Lorsqu'elles ne sont point divisées en unités politiques distinctes, c'est, ou bien qu'elles sont soumises à un même joug étranger, que ce soit celui du roi perse ou du sultan turc, ou bien qu'un danger pressant les menace.

Le danger qui fut à l'origine de l'union de la Syrie et de l'Egypte au sein de la R.A.U., est celui de la Palestine. Indépendamment de toutes les causes secondes qui déclenchèrent l'opération en 58, la raison profonde qui l'avait rendue possible était la crainte du sionisme. Il fallait à tout prix purger l'Arabie de ses conquérants juifs et cela ne pouvait être réalisé que par un effort commun et unifié de tout le monde arabe. D'où la fusion de l'Egypte et de la Syrie, prélude à une fusion plus générale s'appliquant également à la Jordanie, l'Irak et l'Arabie Séoudite.

Or, voilà trois ans que la R.A.U. existait, et non seulement aucun autre pays arabe (sauf l'insignifiant Yemen) n'était venu s'y agréger mais rien ne permettait de penser que l'opération contre Israël en était devenue plus proche. Tout au contraire ! Non seulement la guerre chaude n'était pas en vue, mais la guerre froide elle-même n'avait cessé de s'atténuer depuis que Damas et Le Caire ne la menaient plus séparément.

Dès lors l'issue était fatale. Quelles que soient, ici encore, les causes secondes qui ont agi, la cause première de la sécession syrienne doit être recherchée en ceci : puisque l'union syro-égyptienne s'avérait aussi impuissante contre Israël, si ce n'est plus, que ne l'avaient été séparément la Syrie et l'Egypte, elle n'avait plus de raison d'être.

Peu après que Saladin eut chassé les Croisés de Jérusalem, l'Etat syro-chaldéen qu'il était parvenu à constituer, tombait en pièces, car le but dans lequel il avait été fondé était atteint ; trois ans après que la R.A.U. a pris naissance, elle tombe en pièces, parce que, pour elle, non seulement le but dans lequel elle a été fondée n'a pas été atteint, mais qu'il s'est éloigné plutôt que rapproché.

LE DRAME DU CONGO

Le drame du Congo, c'est que le pays est à la fois trop grand et trop riche.

Je l'ai déjà dit (1), mais je crois devoir y revenir parce que c'est là, à mon avis, la clef des difficultés que la mort d'Hammar-skjoeld vient d'illustrer tragiquement.

Le Congo est beaucoup trop grand pour pouvoir former un Etat viable. Non seulement sa superficie est quadruple de celle de la France, mais son réseau de moyens de communications est extrêmement réduit ce qui agrandit encore les distances. Un tel pays, où il faut parcourir 2.000 kilomètres à travers la brousse si on veut le traverser en ligne droite, et au moins le double si on veut pouvoir emprunter les quelques tronçons de route, de chemin de fer et de voies navigables qui y existent, ne peut former un Etat unique que si cet Etat a une structure

qui lui soit surimposée, une sorte de camisole de force dans laquelle les populations sont tenues enserrées par une puissance qui leur est extérieure.

Ce n'est pas par hasard que le mot empire est employé pour désigner deux choses différentes.

Un empire c'est, d'une part, un pays soumis à un empereur, c'est-à-dire à l'autorité exclusive d'un homme et c'est aussi la réunion, sous l'autorité d'un même Etat, de peuples différents.

Or si ces deux choses sont désignées par un même mot c'est que l'une ne va pas sans l'autre. Quand un même Etat englobe des peuples distincts, de nationalités différentes, il ne peut être régi que par des méthodes dictatoriales, par un homme qui se place en dehors et au-dessus de chacun des peuples qui forment son empire. « République impériale » est une expression qui n'existe pas ; les deux mots jurent même d'être accouplés, bien que, du point de vue logique, rien ne s'opposerait à ce qu'un régime républicain soit celui d'un Etat comprenant des peuples différents.

Pour que le Congo puisse devenir le siège d'une vie politique active, conduite par le peuple et dans l'intérêt du peuple, c'est-à-dire pour que les Congolais deviennent vraiment indépendants, il faut donc que l'ancienne colonie belge éclate en plusieurs Etats, des Etats de dimensions réduites, à l'échelle des moyens de communication du pays, et ne comprenant chacun qu'un petit nombre de formations ethniques aussi proches parentes que possible.

D'ailleurs, regardez ce qui se passe dans les anciennes colonies françaises d'Afrique ! Ce n'est pas parce que les Français ont « bien su s'y prendre » tandis que les Belges « s'y sont mal pris », ni parce que les populations africaines au nord du Congo étaient plus « évoluées » qu'au sud, que le passage de la colonisation à l'indépendance s'y est fait sans heurts, mais c'est parce que les nouveaux Etats étaient petits. (Tous ces Etats, si on ne tient pas compte des parties désertiques chez ceux qui englobent une partie du Sahara, ont une superficie qui est comprise entre 100.000 km² et 500.000 km², ce qui est loin des 2.550.000 km² du Congo belge.) Une preuve en est fournie par le Mali. Lorsque deux des anciens territoires français, le Sénégal et le Soudan, ont voulu se réunir en une fédération, celle-ci, le Mali, bien qu'encore très inférieure en superficie au Congo belge, n'a pas tardé à se disloquer.

Nul doute, donc, que si l'on avait voulu faire un seul Etat de toutes les colonies françaises de l'Afrique noire, ou même seulement un seul Etat de celles qui constituaient le gouvernement général de l'Afrique occidentale, ou de celles qui constituaient le gouvernement général de l'Afrique équatoriale, l'ex-Afrique française aurait connu les mêmes crises que celles qui désolent depuis plus d'un an l'ex-Afrique belge.

Mais voici l'autre face du problème.

Toute une partie du Congo, mais une partie seulement, celle qui en constitue la plate-forme supérieure, est extraordinairement riche en minerais : zinc, étain, diamants, uranium et surtout cuivre. Si donc, cette région se sépare politiquement du reste du Congo, non seulement les Etats qui s'y formeront seront beaucoup plus riches que les autres — ce qui n'a guère d'importance — mais ils dépendront nécessairement — ce qui est beaucoup plus grave — de ceux qui assurent l'exploitation de leurs richesses, c'est-à-dire, en l'espèce, de l'Etat belge et des capitalistes belges — si bien que, malgré leurs dimensions réduites, ces Etats et leurs peuples

(1) Voir « R.P. » de juillet 60 (« Empire artificiel ou communauté naturelle »), et de septembre 60 (« L'Afrique entre dans l'histoire »).

ne pourront connaître un développement propre.

Telle est donc la contradiction.

Ou bien le Congo reste l'espèce de géant amorphe qu'il est aujourd'hui, et c'est le chaos généralisé, des guerres et des massacres jusqu'au jour où un quelconque dictateur, noir ou blanc, viendra ployer tout le monde sous son talon de fer et interdire ainsi à tous, toute évolution organique, toute vie réelle.

Ou bien le Congo éclatera en plusieurs Etats nationaux viables, mais dont certains risqueront, en raison même de leurs ressources, de devenir économiquement des colonies, ce qui leur interdirait, également, de « vivre leur vie ».

Voilà le choix que les événements, sans doute une longue suite d'événements douloureux, finiront par imposer.

R. LOUZON.

COMMENT LA C.G.T. DÉFEND LA PAIX

Devant les dangers qui menacent la paix du monde et pour coordonner soi-disant les efforts de la classe ouvrière internationale, pour conjurer le péril, une conférence a réuni à Berlin-Est les délégués des syndicats de nombreux pays représentant, aux dires des organisateurs, 114 millions de syndiqués. Un compte rendu de cette conférence a été fait aux cadres parisiens de la C.G.T. par le citoyen Hénaff, secrétaire inamovible de l'Union des Syndicats de la région parisienne. Ayant été invité à assister à cette réunion, je n'ai pas voulu manquer cette occasion d'aller entendre la bonne parole, d'autant plus qu'ayant quelque peu perdu le contact avec les chefs staliniens, j'étais assez curieux de savoir comment ils s'y prendraient pour faire approuver la diplomatie russe dans son désir d'élargir son aire d'influence en absorbant Berlin-Ouest avec ses deux millions d'habitants. Je ne pense pas que le langage que j'ai entendu soit de nature à assurer la paix. Il tend plutôt à faire des travailleurs français les soutiens des ambitions russes, même au prix d'une guerre.

Tout d'abord, Benoît Frachon qui présidait la réunion, a parlé de la gravité des dangers qui nous menacent et rappelé le rôle joué dans le passé par la classe ouvrière internationale pour lutter contre la guerre. S'il est vrai, comme l'a dit l'orateur, qu'avant le déclenchement de la guerre de 1914, les ouvriers allemands à Berlin, et les ouvriers français à Paris (à la Butte-Rouge du Pré-Saint-Gervais) manifestaient en nombre imposant et menaçaient leurs gouvernements respectifs de faire la grève générale pour empêcher le déclenchement des hostilités, et s'il est malheureusement vrai que les nobles intentions des ouvriers allemands et français ont été trahies par les bonzes réformistes et les chefs de la social-démocratie internationale, l'on ne peut en rien comparer les contacts de 1914 avec la conférence de Berlin-Est de 1961. Car, à la dite conférence, tous les événements ont été jugés avec la lorgnette partisane braquée sur un des éventuels blocs belligérants, et au service de

Hénaff nous a parlé en effet des deux Allemagnes pour affirmer naturellement qu'une seule est pacifiste : celle de l'Est. Quant à celle de l'Ouest, elle est composée de revanchards militaristes et hitlériens au service des monopoles financiers internationaux, et ces épithètes furent répétées sans arrêt au cours de son exposé.

Mais le côté le plus néfaste de son rapport fut qu'au travers des événements graves que nous vivons, il a cherché à réveiller la haine contre l'Allemagne qui, pour des motifs valables ou non, sommeille encore au cœur de nombreux Français. Pour corser l'argumentation, il parla de prétendues revendications allemandes sur l'Alsace-Lorraine, de confidences d'un ministre du gouvernement de Bonn, disant, au sujet d'un récent incident aérien, qu'il s'agissait en réalité d'un simulacre de bombardement sur un village français. Puis par le biais, il glorifia les martyrs de Chateaubriant.

Dans quel but cette argumentation, sinon celle d'attiser les haines nationales ? Est-ce vraiment là servir la paix ?

De plus, le rapporteur nous conta deux anecdotes, dont l'une est aussi invraisemblable que grotesque : un couple d'Allemands plongea dans la Sprée pour fuir l'Allemagne de l'Est, et la femme (tenez-vous bien !) nageait en manteau

d'astrakan (drôle de maillot de bain et drôle de nageuse aussi !). Ayant sans doute un mauvais sens de l'orientation, les nageurs ont accosté, non pas sur la berge de l'Ouest, mais sur celle d'où ils étaient partis ; les ouvriers d'une usine de l'Allemagne de l'Est ont sorti la baigneuse de l'eau, lui ont enlevé son manteau d'astrakan, et l'ont baladée en slip dans toute l'usine, sous les rires et quolibets de tous ces bons Allemands (de l'Est, bien entendu). C'est tout de même bien triste et il n'y a pas de quoi rire d'entendre des conneries pareilles dans une réunion syndicale, réunie au sujet d'événements aussi graves que ceux de Berlin.

La deuxième anecdote était plus significative. Elle avait trait à la construction du fameux mur de béton que les bons Allemands de l'Est construisent en plein Berlin pour empêcher le contact entre les habitants des deux zones. Et voici ce qu'a raconté Hénaff : Un vieux militant métallurgiste, qui a passé de nombreuses années dans les prisons hitlériennes (ce qui est fort possible), partait, avec une équipe de jeunes Allemands de l'Est, travailler à construire le mur, car d'après Hénaff, les jeunes Allemands, leur journée de travail terminée, n'ont plus qu'une hâte, non pas d'aller retrouver leur fiancée, mais de s'emparer d'une pelle ou d'une pioche, ou d'empiler des briques pour construire le fameux mur qui — triste réalité — les sépare souvent de leurs parents et de leurs amis. Mais revenons au fait. Pour construire ce mur, ils n'avaient pas seulement des pelles, mais aussi des fusils, ces Allemands de paix. En face d'eux, une équipe de « jeunes voyous, militaristes et hitlériens (style Hénaff), de l'Ouest bien entendu, les voyant construire cette séparation dans leur cité commune, se mirent (sentiment bien naturel) à les engueuler et, à leur tour, traitèrent d'hitlériens les constructeurs du mur. A ces mots, la colère du vieux militant métallurgiste (antimilitariste ?) éclata ; il saisit son fusil et cria à ses jeunes compagnons : « Baïonnette au canon ! En avant, marche ! » Et de courir dans la direction des jeunes voyous revanchards de l'Ouest, qui eux n'étant pas armés, durent fuir. Ce qui permit à Hénaff de les traiter de « trouillards ». Il eût été amusant de voir ce qu'aurait fait Hénaff à leur place. Tout compte fait, je ne pense pas que cette petite histoire ait obtenu l'effet escompté par le rapporteur. Encore une fois, est-ce avec des arguments et des histoires pareils que l'on sert la cause de la paix ?

★ ★

Il est grand temps que les ouvriers comprennent qu'ils ne doivent avoir confiance qu'en eux-mêmes, qu'ils cessent de confier leur sort aux diplomates professionnels des deux blocs qui nous préparent le grand règlement de comptes (pas les comptes de la classe ouvrière, mais les leurs), soit sur les champs de bataille, dans le massacre, ou sur les champs du travail dans la surexploitation et la misère, car des deux côtés du rideau de fer, ce sont les ouvriers qui font les frais de la politique mondiale actuelle.

Travailleurs de tous les pays, unissez-vous !

Les prolétaires n'ont pas de patrie !

Vieilles formules, mais plus que jamais d'actualité.

UN SYNDIQUE DU RANG.

LA SYRIE S'EST LIBÉRÉE

L'été dernier, j'étais en Syrie. Je m'apprêtais à écrire un article sur ce que j'avais vu et entendu. Le thème devait en être : un pays excédé, où le mécontentement est général. Depuis, les événements qui viennent de se dérouler ont apporté un dénouement à ce qui était devenu une situation intenable.

En effet, le peuple syrien, unanimement, regrettait vivement la fusion avec l'Égypte. On reprochait aux autorités de la République Arabe Unie d'avoir transformé le pays en une vaste prison. Le colonel Sarraj, auquel Nasser avait délégué ses pouvoirs dans la « province nord », y faisait régner la terreur. Pour un propos non-conformiste, on risquait l'arrestation, la prison et, disait-on, la torture. Les militants communistes syriens avaient été arrêtés, on leur avait ordonné de signer une déclaration de reniement, et ceux qui avaient refusé de le faire avaient été maintenus en prison. On citait le cas d'un jeune communiste d'Alep qui avait été assassiné au commissariat de police, ainsi que celui de Farjallah Hélou, citoyen libanais, secrétaire du parti communiste de Syrie et du Liban, arrêté à Damas, torturé et tué en prison. Mais les communistes n'étaient pas les seuls à subir la répression : tous les membres des anciens partis dissous étaient suspectés et, à la suite de la moindre parole imprudente, arrêtés. Pendant mon séjour à Damas, un grand nombre d'arrestations furent effectuées chez les Arméniens du parti Tachnak (de droite). Même sous Chichakly, les Syriens n'avaient jamais connu une pareille terreur. Naturellement tolérants, surtout au point de vue politique, ils étaient profondément indignés et remplis de pitié pour toutes les victimes de la répression, sans distinction. Et si publiquement les bouches étaient cousues, dès que l'on se sentait entre amis sûrs, l'indignation éclatait.

Cependant, Nasser menait sa politique, ne semblant pas comprendre que le mécontentement grondait. Il continuait de réaliser la « révolution sociale » telle qu'il la comprenait, d'en haut, sans participation des masses. Le contrôle des changes venait d'être établi en Syrie, de même que la nationalisation des banques. Cause : les capitaux fuyaient vers le Liban. Les hommes aussi, d'ailleurs. Ceux qui le pouvaient partaient pour Beyrouth et y restaient : les Syriens, comme d'autres, votaient avec leurs pieds. Donc, interdiction de changer et d'exporter librement la monnaie comme naguère. Les petits changeurs de souks avaient dû fermer boutique ou se livrer à d'autres activités. Maintenant, seules les banques pouvaient délivrer des livres syriennes contre des devises étrangères. La monnaie syrienne était encore distincte de la monnaie égyptienne et, conséquence curieuse des nouvelles mesures, il était devenu impossible d'envoyer, sans autorisation spéciale, un mandat de Syrie en Égypte. Cependant, cet aspect de la situation n'était que provisoire, et une nouvelle monnaie, le dinar arabe, devait bientôt remplacer à la fois la livre syrienne et la guinée égyptienne. Car si Sarraj avait plein pouvoir, il l'utilisait non pour maintenir en Syrie un régime spécial, mais pour unifier le plus possible les deux provinces.

Le contrôle des changes, rendant plus difficile le séjour des Syriens à l'étranger, s'accompagnait d'ailleurs de difficultés accrues pour obtenir une permission de se rendre de Syrie au Liban, lorsqu'on était citoyen de la République Arabe Unie. D'où mécontentement des Damasains, qui aimaient beaucoup aller passer un jour de congé à Beyrouth et y faire quelques achats. Car les

marchandises étrangères se faisaient de plus en plus rares en Syrie : des boutiques qui autrefois regorgeaient de produits alimentaires de toutes provenances frappaient maintenant par la pauvreté de leur étalage, tandis que les petits commerçants se plaignaient de la situation.

Cependant, pour gagner le peuple à sa cause, Nasser avait promulgué de nouvelles lois socialistes : les ouvriers et employés devaient toucher au bout de l'année une part des bénéfices de leur entreprise. Dans l'immédiat, cette mesure se retournait contre les travailleurs, les patrons ayant décidé, pour compenser la perte qu'ils allaient subir, de diminuer les salaires : aucune loi ne les empêchait de le faire.

D'autre part, une nouvelle loi agraire limitait à cent feddans la surface des propriétés privées (personne n'a su me dire quelle superficie représentait exactement un feddan).

« Oui, disait-on, mais Nasser va envoyer ici des paysans égyptiens pour leur donner des terres. Il l'a déjà fait dans la vallée de l'Euphrate. Tout ce que l'on inaugure ici, cela profite aux Égyptiens. »

Les Égyptiens étaient devenus à peu près aussi impopulaires en Syrie que les Allemands en France sous l'occupation. Un larcin avait-il été commis quelque part : « Cela doit être un Égyptien », entendait-on. Ainsi, au lieu d'unir davantage les peuples arabes, l'existence de la République Arabe Unie aboutissait-elle à les diviser.

Conséquence inattendue de cette situation, on se souciait nettement moins qu'auparavant du danger israélien. Pendant mon séjour à Damas eut lieu, un soir, une alerte aérienne. Tout à coup, l'électricité s'éteignit, puis des hommes de la défense passive parcoururent les rues, faisant éteindre les bougies et lampes à pétrole que l'on commençait à allumer ; on entendit des coups de canon. Version officielle publiée le lendemain : « Deux avions israéliens ont violé la frontière syrienne et se sont dirigés vers Damas. Mais notre D.C.A. les a mis en fuite. » — « Pensez-vous, m'a dit un Syrien qui fut dès le début opposé au régime, il n'y a jamais eu d'avions israéliens. Mais comme le mécontentement gronde, on cherche à le détourner. Il faut que le peuple pense : heureusement que nous avons un gouvernement fort pour nous protéger. »

J'ai vu à Damas des gens qui avaient appartenu à différents partis : même son de cloche chez tous. Les Socialistes du Baath qui, il y a deux ans, en dépit d'un certain désarroi, étaient encore de chauds partisans de la R.A.U., avaient complètement changé. Et comme je disais à l'un d'eux : « Mais enfin, cette fusion, vous l'avez voulue, vous l'avez acclamée », il me répondit : « Nous ne pensions pas qu'elle aboutirait à une telle situation. »

Certains Syriens, d'un air entendu, disaient : « Cela ne va pas durer. Bientôt il va se passer quelque chose. La révolte est proche. » Mais d'autres n'étaient pas de cet avis : « Que voulez-vous que nous fassions ? L'armée est truffée d'Égyptiens, la police est aux mains des hommes de Sarraj. Seule solution pour nous : attendre une occasion de s'en aller dans un autre pays. » Et en guise de vengeance, on se racontait de bouche à oreille des anecdotes éreintant le régime, comme il en circule dans tous les États totalitaires. En voici deux, que j'ai entendues à Damas cet été :

« Un congrès des peuples africains devait se réunir au Congo. Quand les délégués arrivèrent,

la salle était occupée par des singes qui, eux aussi, tenaient leur congrès, palabrant et gesticulant. On envoya Kasavubu parlementer avec eux pour qu'ils libèrent la salle, mais ils ne voulaient rien savoir. Après lui, N'Krumah, Sekou Touré, n'eurent pas plus de succès. On envoya Nasser. Il dit quelques mots aux singes, et ce fut un sauve-qui-peut général, la salle fut bientôt vide. Ravis, les délégués demandèrent à Nasser ce qu'il avait bien pu dire aux singes pour avoir tant de succès. — « C'est bien simple, répondit Nasser, je leur ai proposé de faire l'unité avec nous et d'adhérer à la République Arabe Unie. »

L'autre anecdote se rapporte à la dégradation de la situation économique.

« Une collecte avait été faite à travers toute la R.A.U. pour acheter des souliers destinés aux va-nu-pieds. L'argent recueilli fut centralisé au Caire, mais une part fut renvoyée à Damas. Sarraj téléphona alors à Nasser pour lui dire : — « Qu'allons-nous faire de cet argent ? Il n'y a pas de va-nu-pieds en Syrie. » — « Gardez l'argent pour l'année prochaine, répondit Nasser. Alors il y en aura. »

Cette atmosphère générale constatée en Syrie peu de temps avant les événements les explique et permet de les comprendre. A la manière orientale (et syrienne en particulier), la révolte est venue de l'armée, mais celle-ci a agi sachant très bien quel était l'état d'esprit du peuple, sûre de pouvoir compter sur l'appui immédiat de l'ensemble de la population. En effet, on n'a pas constaté le moindre mouvement pro-nassérien dans le pays, contrairement à l'attente de la radio égyptienne. Trois ans avaient suffi pour détacher entièrement les Syriens du régime. Cette unanimité nationale me semble, après réflexion, infirmer l'opinion répandue par la grande presse qu'il s'agit d'une révolte de la grande bourgeoisie syrienne contre les mesures révolutionnaires de Nasser. Ce qui paraissait étayer cette version des événements, c'était d'abord la personnalité de Kouzbari, président du nouveau gouvernement, effectivement homme de la grande bourgeoisie, ancien partisan zélé de Chichakly. Dans le monde, ce schéma d'une réaction bourgeoise obtint quelque crédit : la radio égyptienne se chargeait de l'entretenir. Le télégramme de Tito à Nasser prouve qu'il y a ajouté foi, de même que, d'un autre côté, les quelques gouvernements, tous pro-occidentaux et capitalistes, qui reconnurent l'indépendance syrienne dès les premières heures. A y regarder de plus près, la situation paraît plus complexe. En effet, les dirigeants de tous les anciens partis syriens ont signé une déclaration approuvant l'action de l'armée. Parmi eux, on trouve ceux du Parti Socialiste Baath, Akram Haurani et Salaheddine Bitar, ainsi que le leader du Parti Nationaliste Sabri Assali, qui furent tous trois parmi les artisans de la fusion Egypte-Syrie. Le Parti Communiste syrien, encore illégal, s'est lui-même solidarisé avec le mouvement. Des élections auront lieu dans les quatre mois qui viennent. Une vie politique normale va donc reprendre son cours en Syrie, donnant aux partis de gauche la possibilité de retrouver — non sans quelque difficulté peut-être en ce qui concerne le Baath, en raison de son attitude passée — l'influence qu'ils avaient il y a quelques années.

Cependant, il est vrai que les mesures, pourtant en elles-mêmes progressives, de Nasser ont fortement contribué à dresser les Syriens contre le régime. Et comme elles étaient faites au nom du « Socialisme arabe », le mot même de socialisme a perdu de sa popularité. On allait même jusqu'à dire fréquemment que Nasser faisait du « com-

munisme » tout en persécutant les communistes pro-russes. A l'heure actuelle, beaucoup de Syriens ne veulent plus entendre parler de « socialisme » ni de « communisme ». Que faut-il conclure de cette situation, sinon que Nasser a commis une grande erreur en prétendant faire la révolution par en haut ? Quand on veut octroyer au lieu d'expliquer aux masses travailleuses, d'élaborer avec elles un programme révolutionnaire, on ne réussit qu'à se couper du peuple et finalement à le dresser contre soi-même. Telle fut à mon avis la différence entre Nasser et Castro, ce dernier ayant su faire participer tout son peuple à la révolution (c'est du moins ce qui me semble juste, à distance il est vrai).

Autre erreur de la grande presse, de moindre importance, à rectifier. On a prétendu, tout au moins au début, que le limogeage de Sarraj et son remplacement par le maréchal égyptien Amer fut la cause immédiate de la révolution syrienne. Je n'en crois rien. Sarraj était beaucoup trop impopulaire — beaucoup plus que Nasser lui-même — pour que son élimination de la scène politique ait pu être ressentie autrement qu'avec un soupir de soulagement par le peuple syrien. Ce qui peut être vrai, c'est que ce limogeage a pu matériellement faciliter le coup d'Etat, en semant le désarroi dans l'espèce de Gestapo que Sarraj avait instituée en Syrie.

Et maintenant, que va-t-il se passer ? Nasser a renoncé à employer la force, et c'est heureux. Quatre millions de Syriens n'auraient pu résister longtemps à vingt-six millions d'Egyptiens. Mais cette sage décision du Raïs aurait-elle été prise si le moindre mouvement d'opposition au coup d'Etat s'était manifesté en Syrie ? La Syrie va donc sans difficulté reprendre sa place à l'O.N.U. et à la Ligue Arabe. Je ne pense pas qu'un fort courant cherche actuellement à l'entraîner dans une nouvelle aventure, avec l'Irak cette fois. On parle bien à Damas « d'unité arabe véritable, dans l'égalité », mais cela ne me paraît pas annoncer de tentative dans un avenir proche.

Quant à l'Egypte, beaucoup de commentateurs se demandent si elle ne va pas, elle aussi rejeter le nassérisme, maintenant qu'il a reçu un coup aussi dur. Ce n'est pas impossible, mais cela me paraît malgré tout peu probable. Les Egyptiens souffrent beaucoup moins que les Syriens du régime de la dictature. Chez eux, il n'y a jamais eu de démocratie politique réelle ; les partis, quand ils existaient, n'étaient que des cliques au service d'intérêts privés. Les mœurs politiques syriennes, sans être parfaites, étaient tout de même beaucoup plus saines. Aux yeux du peuple égyptien, je suis persuadé que Nasser n'a pas perdu son prestige, qu'on ne le rend pas responsable de ce qui s'est passé, que l'on pense qu'il s'agit d'une trahison des Syriens.

Un dernier mot pour ceux qui seraient tentés de penser, en considérant ces nouveaux événements d'Orient : « Les Syriens ne savent pas ce qu'ils veulent. Ils sont toujours prêts à suivre un dictateur, puis à le lâcher au bout de quelque temps. » Il est vrai que superficiellement l'histoire syrienne de ces dernières années pousse à voir les choses de cette façon. Mais elle prouve aussi que les Syriens, prompts à s'enthousiasmer, ne le sont pas moins à se ressaisir lorsqu'ils voient que la réalité ne correspond pas à leurs espérances. Si parfois ils se vouent à celui qui leur promet monts et merveilles, ils ne tardent pas à le rejeter quand ils s'aperçoivent que les résultats ne sont pas ceux qu'ils avaient attendus. Personne jusqu'à présent n'a pu les asservir de façon durable.

J. GALLIENNE.

RETOUR AUX SOURCES

Victor Alba quitta l'Espagne en 1945. Bien que, de 1939 à cette date, il ait passé la plus grande partie de son temps en prison, il n'en connut pas moins les années euphoriques du régime franquiste, qui furent aussi les années héroïques de la première opposition. Depuis 1945, il a beaucoup écrit sur l'Espagne et a gardé constamment le contact avec de vieux camarades et de nouveaux amis. Récemment, il a eu l'occasion d'aller prendre le pouls de son pays. Lorsqu'il nous annonça l'envoi de ses impressions il prévoyait : « Elles feront grincer bien des dents... Mais si je les écris, ce n'est pas pour le plaisir de surprendre ou de gêner, mais bien par souci de sincérité. Et parce que je crois que de dire certaines choses est une façon de rendre service au pays et à l'émigration ».

C'est dans cet esprit que nous publions son article. Nous ne prendrons position ni pour ni contre les conclusions de Victor Alba, mais il y a un point cependant sur lequel nous sommes bien d'accord avec lui : c'est que cette publication sera utile aux militants espagnols.

Rien n'est plus inquiétant que de constater l'ignorance des Espagnols d'Espagne — comparable à celle des émigrés — envers les choses du pays. Il y a, bien sûr, les économistes. Pour la première fois depuis de nombreuses années on dispose de données exactes — statistiquement exactes, rien de moins — en de nombreux domaines. Cependant, ces économistes formés sous le régime ont une conception déshumanisée de leur spécialité. Ils ne voient pas les Espagnols. Ils parlent en termes d'exportations, de productivité, de réserves monétaires, d'investissements, mais personne ne songe à calculer combien d'heures de loisir, de repos ou d'étude tout cela peut représenter pour des millions d'ouvriers, d'employés, de paysans ; personne ne songe à calculer le coût humain d'une quelconque mesure adoptée. Comme avant, en somme... Avec la différence qu'autrefois nous n'avions pas d'économistes. Nous nous contentions de professeurs de droit économique.

Personne, dis-je, ne connaît l'Espagne. Un pays représente un ensemble de problèmes et de difficultés dérivant de ces problèmes. Et l'on ne peut gouverner un pays si l'on ne connaît pas ses problèmes. Aujourd'hui comme autrefois les problèmes existent, mais personne ne les connaît. Il n'y a plus un Pascual Carrion pour étudier la grande propriété terrienne, un Costa pour analyser l'influence des « caciques », un Canovas ou un Maura — hommes de gauche qui durent gouverner comme des hommes de droite — pour tenter de structurer un gouvernement ; il n'y a plus d'Unamuno pour décrire l'Espagnol et sa superbe. Pour toutes ces raisons, l'Espagne reste un pays que l'on commande mais que personne ne gouverne, que personne n'a jamais gouverné, pas plus sous la dictature que sous la République.

En Espagne, durant environ vingt-cinq ans, personne n'a pu profiter de la leçon des événements du monde. C'est ce qui explique qu'on y croit, par exemple, que les choses ont changé en Russie.

— Oui, disais-je à mes interlocuteurs, les choses ont changé... comme en Espagne. Aucun émigré n'aurait eu l'idée de demander un visa pour l'Espagne au temps de Serrano Suner, ou pour l'U.R.S.S. au temps de Staline. Maintenant, c'est chose possible.

— Non, me répondaient-ils. C'est différent. En Espagne rien de fondamental n'a changé.

Personne ne pouvait me dire pour quelles raisons un changement fondamental avait pu se produire en Russie et pas en Espagne. Mais tous croyaient à ce changement, simplement peut-être parce qu'ils éprouvent le besoin de croire ce que la propagande officielle voudrait déprécier et qu'elle ne fait en réalité que mettre en valeur. Parce que c'est Franco qui a réhabilité les gloires sinistres du Kremlin. Franco, et aussi de nombreux autres qui tiennent à avoir leurs « bons communistes ». Le désir de réserver l'avenir, de pouvoir compter sur un refuge futur entre également en jeu. C'est ainsi que les phalangistes accueillent les communistes à la Confédération Nationale Syndicaliste, leur concèdent des postes de direction locale et permettent à beaucoup d'entre eux d'être des délégués syndicaux de base. Le cas échéant, ils leur donneront la possibilité de former rapidement un parti ; il leur sera simple alors de s'affilier à ce parti au sein duquel ils compteront de nombreux amis et complices,

comme il advint en Italie et dans quelques « démocraties populaires ».

Mais cela est une exception, une sorte de conception utilitaire. Pour le reste, les jeunes se sont inventé de nouveaux concepts, qui, hors du pays, sont monnaie courante. Au fond, ce sont ces mêmes concepts : justice sociale, liberté, patriotisme, qui amèneront de nombreux jeunes Espagnols, en 1935, à accepter non seulement l'idée de mourir, mais aussi celle de tuer.

Il y a pourtant, en Espagne, quelque chose de nouveau : on y consent volontairement à dépendre de l'étranger. Je ne parle pas, ici, des bases et des prêts nord-américains, mais de la conviction, quasi générale, que rien de ce qui peut arriver à l'Espagne ne dépend des Espagnols eux-mêmes, mais que cet avenir dépend au contraire de deux facteurs étrangers : Franco et les Etats-Unis.

« Quand Franco mourra... », ou « Quand Franco s'en ira... » disent les uns. « Si Washington changeait d'attitude... », disent les autres. Ou encore : « Si les Etats-Unis prenaient enfin conscience que, tôt ou tard, personne n'aura plus aucune sympathie pour eux... ». Tout cela est certain. Si Franco mourait, ou s'il s'en allait, ou si Washington se décidait à le laisser tomber, les choses changeraient. La camisole de force s'assouplirait. Mais encore faudrait-il, de toute façon, s'en débarrasser.

Quant à Don Juan, personne ne s'y fie. Ce prétendant qui ne prétend à rien aurait précisément une possibilité unique : celle de s'installer à Badajoz et de se proclamer roi. Et si Franco envoyait quelques troupes pour lui barrer le chemin, celles-ci se joindraient sans doute à l'escorte de Don Juan. Pour une monarchie constitutionnelle, l'unique perspective est de balayer Franco, de prendre le pouvoir, et de s'occuper des choses du pays, de le gouverner enfin. Mais une monarchie qui recevra le pouvoir des mains de Franco, qui sera son héritière, est condamnée d'avance à ne pas gouverner et à régner bien peu de temps. Ce manque de prétentions de la part de Don Juan doit être également une conséquence de la pression des problèmes. Ceux-ci sont si préoccupants, si aigus que seul un monarque imprégné du sens de l'Histoire pourrait les considérer comme grandioses. Pour Don Juan, qui ne possède qu'un sens aigu de l'anecdote, ils ne peuvent être que dangereux. Et il leur préfère la paix — précaire — de l'Estoril.

Notre problème — celui de tous les Espagnols de l'intérieur et de l'extérieur — est donc une absence de problème. La réalité est qu'aujourd'hui, en 1961, qu'on le veuille ou non, il n'y a pas de problème espagnol. Franco est là, au Pardo, et, bien ou mal, le pays vit, végète. Pour l'instant aucun Castro ne se présente ; et le fait que des Castro sont peut-être gardés en couveuse pour le jour où Franco mourra ou s'en ira, ne préoccupe nullement le Caudillo et ne parvient pas à troubler l'esprit de diplomates pourvus de peu d'imagination.

Les Espagnols ne bougent pas. Et ils ont raison. Parfaitement raison. Ce n'est pas moi, en sécurité sur l'autre rive de l'Atlantique, qui les inciterai à l'action. Du moins, tant que je n'aurai pas moi-même un motif suffisant pour franchir le pas et retourner en Espagne.

« Que bougent ceux qui ne courent aucun risque, me disait un militant syndicaliste (18 ans de pri-

son). Nous, nous maintenons nos cadres militants, nous tentons de les rajeunir, afin d'être prêts lorsque le moment viendra. » Il a raison. D'autant plus qu'en Espagne, tout prend un caractère de classe, même la Justice. Le jour même où Ridruejo et Tierno Galvan furent acquittés, dans cette même Impasse de l'Horloge où siège le tribunal du colonel Aymar, deux ouvriers accusés d'avoir distribué des tracts séditions furent condamnés à 8 ans de prison. C'est un des acquittés même qui me l'apprit. En écrivant ceci, je n'entends nullement minimiser le mérite de ceux qui, dans les rangs de la classe dirigeante de la société espagnole (qui n'est presque plus la classe dirigeante de l'Etat), s'opposent à Franco. Le mérite de ces intellectuels est différent, mais il égale celui des vieux militants et l'activité des uns et des autres est tout aussi utile.

Mais la masse des Espagnols qui travaillent dix, douze, quinze heures par jour, pourquoi se risquerait-elle à bouger ? Pour donner le trône à un prétendant qui ne se risque pas, lui, à le prendre ?

L'Espagne, ce pays dont la situation dépend aujourd'hui de deux forces qui lui sont étrangères — Franco et les Etats-Unis — a besoin de toute urgence de deux choses : devenir un problème pour les Etats-Unis ; se forger un avenir qui ne sera plus Franco.

Jusqu'à présent, les émigrés et l'opposition intérieure se sont toujours préoccupés de combinaisons susceptibles de succéder au régime franquiste : monarchie, plébiscite, régime militaire. Mais rien de tout cela n'est capable d'entraîner les gens, de les inciter à prendre des risques.

Franco est une gêne, un empêchement. Il faut faire en sorte qu'il soit considéré comme l'obstacle à la réalisation d'aspirations claires et bien définies. Autrement dit, il faut donner aux Espagnols des raisons concrètes de lutter.

Ces aspirations existent. Elles correspondent à un besoin essentiel chez les Espagnols de l'époque actuelle : terre, gouvernement, décentralisation, droit d'être mécontent et de le manifester.

Croire qu'en ne posant pas clairement les problèmes espagnols, qu'en ne proposant pas de solutions, nous apaiserons la droite au point qu'elle se décide à balayer Franco, c'est oublier tout bonnement ce qu'est la politique. Les gens de droite mettront Franco à la porte le jour où ceux de gauche (de Ridruejo à la C.N.T.) seront en mesure de mettre un terme à son règne. Alors, il faudra sans doute entamer bien des marchandages, mais il sera possible d'imposer des solutions.

Ce n'est pas à cause des Espagnols de l'intérieur que l'on est obligé aujourd'hui, en 1961, de rappeler tout ceci. La faute en est à l'émigration. Et pour claire que soit cette responsabilité, il n'est pas inutile de la démontrer.

**

Alors ! L'émigration républicaine n'aurait-elle rien fait ? Si, bien sûr, elle a fait, elle a même fait beaucoup. Mais rien de ce qui était nécessaire à l'Espagne. Les intellectuels espagnols ont contribué au développement de la vie universitaire, de l'édition, et à diverses autres activités intellectuelles d'Amérique ; ils ont écrit des livres. Peu de ces livres parlent de l'Espagne, certes, étant entendu qu'on ne peut ranger dans cette catégorie ceux qui ont pour unique objet de redorer le blason de certains partis ou de présenter des plaidoyers *pro domo*. De nombreux réfugiés ont, en Amérique, amassé des fortunes ; d'autres sont parvenus à un niveau de vie confortable. Pendant vingt ans ils ont parlé de la nécessité de demeurer unis ; ils ont publié des douzaines de revues confidentielles, disparues après quelques numéros, et quelques hebdomadaires de parti ou d'organisation qui ont maintenant derrière eux une assez longue existence ; mais toutes ces publications étaient surtout destinées à les convaincre plus encore d'une chose qui pour eux est cependant évidente : qu'ils ont raison.

Ils s'ingénient à critiquer ceux qui retournent en Espagne, jusqu'à la veille du jour où, pour des raisons de famille, d'intérêt, ou par nostalgie, ils entreprennent eux-mêmes le voyage. Ils se sont consacrés surtout (notamment les célébrités d'antan) avec une infatigable persévérance, à la très noble tâche d'oublier le présent pour mieux justi-

fier le passé. Le nombre de textes justifiant aujourd'hui des positions de jadis, de plaidoyers *pro domo* et d'apologies fournis par l'émigration est étonnant. On peut dire qu'ils sont aussi nombreux qu'inutiles.

Je ne voudrais pas être injuste. Il y a beaucoup d'exceptions. Les émigrés espagnols en France n'ont pas eu les moyens matériels pour faire certaines choses qui auraient dû être faites. Mais les émigrés en Amérique qui, dans leur immense majorité, jouissent d'une vie aisée, n'ont pas d'excuse. Et je me compte parmi eux. Il est probable que si les émigrés de France vivaient en Amérique, ils se conduiraient comme les « Américains », et que si ceux-ci étaient en France, ils feraient preuve de cette dignité personnelle que le besoin impose.

Que ce soit là un phénomène courant dans toutes les émigrations politiques, je le sais bien. Mais l'émigration espagnole aurait dû être différente des autres puisqu'elle pouvait compter — ce que les autres ne pouvaient pas — sur la possibilité de rentrer au pays.

En vérité, et malgré le mal que cela peut nous faire, il faut le reconnaître : après avoir perdu la guerre, nous avons perdu le pays.

Nous avons laissé l'Espagne aller à la dérive à un moment où nous étions les seuls à pouvoir l'orienter.

**

Certes, nous nous consolons, et avec une inquiétante facilité : nous nous appelons pompeusement « l'Espagne exilée », alors qu'en réalité nous avons fui notre pays par peur des représailles, pour sauver notre peau. Et c'était bien ainsi. Si nous en étions partis pour une prétendue incompatibilité d'humeur avec le régime, nous serions impardonnables. Notre devoir était de continuer à combattre, avec d'autres moyens que les armes, un régime que nous n'avions pas pu éviter, et ce d'autant plus que nous pouvions le faire sans grands risques.

Mais le fait d'appartenir à cette « Espagne exilée » apaisa notre vanité et dissimula tout : l'égoïsme des uns, l'étroitesse d'esprit des autres, le manque d'imagination politique de beaucoup, notre impuissance à tous à dégager un avenir possible pour l'Espagne.

Pendant toute une époque ce furent les moyens qui manquèrent. Quand ce premier ministre de paille que fut José Giral forma à Paris un gouvernement bien pourvu en ministres, secrétaires d'Etat, sous-secrétaires et chefs de cabinet, toutes les conditions existaient pour orienter l'Espagne sur la bonne voie. Il aurait suffi de savoir dire ce que nous désirions qu'elle fût. Franco n'en serait pas tombé pour cela, sans doute, mais l'opposition aurait pu croître, disposer de meilleurs moyens et agir. Mais les ministres, les secrétaires d'Etat, les sous-secrétaires et les chefs de cabinet passaient leur temps à calculer ce que l'Etat leur devrait comme arriérés, primes, gratifications et avancement le jour où les puissances démocratiques expulseraient Franco. On vit bientôt le bout du rouleau ; plus d'argent, plus de ministères. Il resta de tout cela à Paris du papier à en-tête, et en Espagne des milliers de prisonniers qui étaient passés à l'action en comptant sur l'aide, la sympathie active et aussi, pourquoi pas, la lutte des exilés.

A partir de ce moment, l'exil devint un poids mort, moins dangereux économiquement que ne l'est le régime franquiste, mais aussi grave si l'on se place sur le plan des idées.

Je sais bien à quoi je m'expose : les franquistes approuveront certains passages de ce texte et ne se feront pas faute d'en tirer des citations tronquées pour amener de l'eau à leur moulin. Mais cette crainte même ne peut suffire à me bâillonner ; il n'y a plus, dans le monde, assez d'eau pour entraîner la roue du moulin franquiste.

Notre émigration est comme n'importe quelle autre émigration. Il vaut mieux le reconnaître et cesser de fanfaronner. Nous n'avons rien fait de bon pour l'Espagne, et moi le premier. Si nous pouvions rentrer en Espagne, combien d'entre nous seraient retenus par leurs affaires ? Cela est humain, je le sais. Ce qui est inadmissible c'est que, les choses étant ce qu'elles sont, les exilés s'arrogent le droit de juger les Espagnols de l'intérieur,

de leur opposer des vetos, de leur tracer une conduite, de prétendre les diriger. Et c'est cela que les Espagnols d'Espagne — les centrales syndicales et les anciens partis les plus disciplinés eux-mêmes — commencent à ne plus tolérer.

Si, au moins, de le reconnaître pouvait rabattre notre superbe et créer les conditions qui nous permettraient enfin de sortir l'Espagne de l'impasse !

★★

L'émigration a commis deux fautes fondamentales. Il est encore temps de les réparer, bien qu'on sache que personne ne pourra jamais payer les souffrances, les morts et les misères que ces erreurs ont provoquées.

Notre première faute est de n'avoir pas su faire de l'Espagne un problème, ni pour les Espagnols ni pour les étrangers. Nous avons préféré d'abord nous fier aux puissances démocratiques, pour les critiquer ensuite, deux attitudes complètement stériles. Franco dit qu'il est l'Ordre. Donc, il faut démontrer, par les faits, qu'il ne l'est pas. Il dit qu'il est le rempart du pays contre le communisme ; il faut donc démontrer que ce rempart est illusoire, que la seule sauvegarde valable est la démocratie avec la justice sociale. Et, par-dessus tout, il faut faire en sorte que dans les pays démocratiques et en Espagne même, on soit convaincu qu'il serait moins dangereux pour l'Espagne de se débarrasser de Franco (malgré tous les risques que cela doit entraîner) que de le laisser au pouvoir.

La deuxième faute de l'émigration a été son incapacité théorique. Nous n'avons pas tiré profit des leçons de la République et de la guerre civile. Nos oreilles bourdonnent de lieux communs et de phrases toutes faites dont nous nous étourdissons (aide nazie, non-intervention, trahison des démocraties, maintien des institutions) et nous ne savons plus écouter les bruits de la réalité vivante du pays.

Si nous avions su transmettre notre expérience aux nouvelles générations d'Espagne, elle eût pu constituer la base solide sur laquelle construire le futur ; elle eût pu nous tenir lieu de boussole dans notre recherche d'une orientation.

Naturellement, ces deux fautes en ont entraîné une autre : aucun effort économique soutenu n'a été consenti (de la part de ceux qui auraient pu le faire) pour aider les Espagnols d'Espagne.

Devons-nous en conclure que « l'Espagne errante », qui se mit en marche pour sauver sa peau, terminera son pèlerinage en adorant le compte en banque ?

★★

Aujourd'hui, parmi les exilés, personne ne parle plus de révolution, ni les socialistes, ni les anarcho-syndicalistes, ni bien sûr les républicains. Tous se contentent de désirer, de façon platonique en général, la disparition de Franco.

Mais la disparition de Franco ne suffit pas. Franco, ou mieux, le franquisme ne disparaîtra pas si on ne fixe pas clairement, comme objectif, un programme révolutionnaire. Ce qui est intéressant, ce qui nous ouvre des possibilités, ce qui peut conduire à un résultat concret, c'est que les Espagnols veulent se débarrasser de Franco, non pas parce qu'il est grotesque ou ridicule, parce qu'il protège des administrateurs corrompus et détruit les libertés publiques, mais parce que Franco est un obstacle — pas le seul — à la révolution.

Seul un programme « maximaliste » pourra nous permettre d'atteindre l'objectif mineur : l'élimination de Franco et des franquistes. De la seule façon que le seul anticommunisme valable est celui qui combat le communisme parce qu'il s'oppose à la justice sociale et à la liberté, le seul antifranquisme efficace est celui qui combat Franco pour les mêmes raisons.

Vouloir la justice sociale et la liberté en Espagne, dans les conditions actuelles, c'est vouloir une révolution. Celle-ci peut se faire graduellement, sans violences, par des voies démocratiques. Elle peut aussi être violente, évidemment.

Depuis l'expérience de la guerre civile, personne n'aspire plus à une révolution violente... si une révolution démocratique est possible. Cependant, en Espagne, la majorité des gens ne se souvient plus de la guerre civile. Et cette majorité fera une

révolution violente si elle ne peut la faire autrement.

Et comme ils n'ont pas de programme, qu'ils ne possèdent pas d'expérience politique, comme le franquisme a fait d'eux des orphelins démunis de toute formation idéologique, il arrivera peut-être ce qui est arrivé au Guatemala en 1954, ou à Cuba maintenant : que les communistes s'emparent d'un mouvement formé de révolutionnaires de bonne foi mais sans expérience.

Si cela se produisait, la responsabilité n'en incomberait pas aux jeunes Espagnols qui se seraient laissés prendre au miroir de la révolution « castriste », mais aux anciens exilés qui, obsédés par le besoin de se justifier, ne surent pas faire bénéficier les Espagnols de l'intérieur de leur expérience et ne surent pas profiter (ceux d'Amérique notamment) des bonnes conditions économiques et de la liberté dont ils jouissent pour étudier les problèmes du pays tels qu'ils se posent actuellement, et aider à formuler des solutions, à établir un programme.

Ne nous trompons pas : aucun socialiste, aucun anarcho-syndicaliste ou républicain ne pourrait aujourd'hui répondre avec promptitude à cette question élémentaire en politique : « Si tu avais le pouvoir demain matin, que ferais-tu en premier lieu ? ».

Comment pourrions-nous donc exiger une réponse de ceux qui n'ont jamais su, par expérience, ce que c'est que d'être au pouvoir !

★★

Avant la République, pendant les années « bêtes » et sous la dictature, l'Espagne avait une ligne de conduite : il s'agissait de tenir fermement le pays pour qu'il résiste aux assauts des courants historiques. La République se traça également un chemin à suivre ; c'était un chemin zigzaguant et encombré : la timidité des républicains, le dégoût des socialistes pour le marxisme, l'absence de flair politique des anarcho-syndicalistes, le manque d'imagination des hommes de droite étaient autant d'écueils.

La guerre civile précipita les choses : Franco et les siens voulaient mettre l'Espagne au diapason d'un monde qui, ainsi qu'ils se l'imaginaient, se ferait avec Hitler. Les forces du secteur républicain favorables au changement (le peuple et quelques groupes organisés parmi lesquels ne figuraient d'ailleurs ni les partis traditionnels ni les communistes) voulaient résoudre les vieux, les immuables problèmes du pays, pour donner à la guerre civile un sens qui fût autre chose qu'une simple défense des errements d'avant le 19 juillet.

Plus tard, la chute de Hitler incita Franco à changer de cap, à revenir à l'immobilité des « années bêtes ». Il y est parvenu, provisoirement.

Chasser Franco et conserver l'immobilité de son régime n'aurait pas de sens. Il faut chercher et trouver une perspective pour l'Espagne. Etant donné précisément que le pays est en plein marasme, et qu'il est plus que jamais urgent qu'il en sorte, le moment est propice pour donner une orientation précise au pays et l'inciter à la suivre. Mais ce sont les Espagnols d'Espagne qui doivent, seuls, décider de cette orientation, fixer un programme. Eux seuls. Nous, nous ne devons que les aider.

Les conditions objectives sont réunies : le groupe dirigeant est en pleine décomposition (la nouvelle attitude « sociale » de l'Eglise en est, entre autres choses, un indice révélateur) ; la nécessité de changer de route est devenue évidente pour tous ; les groupes capables de diriger ce changement existent : la nouvelle classe moyenne, les étudiants, la paysannerie et le prolétariat mécontents qui commenceront à manifester leur mécontentement lorsqu'ils en trouveront le temps et l'occasion.

Seule la condition subjective fait défaut : la préparation politique nécessaire pour tracer la route à suivre, pour structurer un programme, pour rassembler les aspirations et leur donner une forme politique.

Et c'est ici que l'émigration a son rôle à jouer. Son unique rôle, et sa seule possibilité de s'affirmer sont de justifier enfin ce passé qui obsède tant de ses dirigeants — ou tout au moins de faire oublier ses erreurs et ses complications antérieures.

Les conditions sont donc réunies : les gens, la

conscience de la nécessité, la décomposition du régime social. Il n'y manque que deux choses et ces deux choses existent dans l'émigration : l'expérience et l'argent.

Nous ne pouvons pas faire bénéficier les Espagnols d'Espagne de notre expérience si nous n'avons pas d'argent. Plus n'est besoin d'attendre les subsides de quelques gouvernements amis ou moins amis. De l'argent, les réfugiés en ont gagné (du moins en Amérique) et ce sont eux qui doivent le fournir. Avec cet argent il nous faut éditer des livres, susciter des études, fournir tout moyen d'information, créer des émissions radiophoniques, faciliter les possibilités de défense et d'attaque que l'opposition, en Espagne, estime nécessaires, ouvrir des écoles pour former les militants de cette opposition. Tout cela, nous devons le faire avec modestie, en gardant le sens des proportions.

Il faut que ce soit l'opposition, en Espagne, qui demande et nous qui donnions. Que ce soit elle qui nous dise ce dont elle a besoin (armes, radios, livres, etc.) et nous qui le lui procurions.

Au lieu de passer nos soirées à parler d'unité syndicale, d'alliances politiques, de pactes à signer, il vaudrait mieux que nous organisions, une fois pour toutes, un organisme fiduciaire, un seul, pour centraliser l'argent et patronner toutes les activités que l'opposition intérieure jugera nécessaires. Que ceux qui ont beaucoup d'argent paient beaucoup, que ceux qui en ont moins paient moins, mais que tous, peu ou prou, paient.

Cet effort, difficile sans doute, mais le seul qui puisse être rentable, il faut que nous le fassions. Il faut que nous nous efforcions d'explicitier notre expérience, objectivement, complètement, sans l'édulcorer, sans l'embellir, sans en taire les péripéties amères. C'est alors seulement qu'elle sera utile. En fin de compte, notre bilan est positif pour ce qui concerne le peuple, s'il est négatif en ce qui concerne nombre de ses dirigeants.

Tout cela il faut le faire, disons-le — le mot me rebute mais je suis disposé à l'employer ici — par patriotisme. Par amour non pas d'une idée — l'idée qu'on peut se faire d'une Espagne parfaite — mais d'une réalité : la réalité des habitants, des hommes qui vivent aujourd'hui en Espagne.

Et il faut le faire à visage découvert, sans manœuvres, sans machiavélisme au petit pied — art dans lequel les Espagnols se sont d'ailleurs toujours montrés médiocres.

Pouvons-nous croire que Gil Robles ou Jimenez Fernandez ignorent que les ouvriers et les paysans veulent une réforme agraire, une participation à la gestion des entreprises, des syndicats réellement indépendants et combattifs ? Pouvons-nous supposer que si nous ne parlons pas de tout cela, Gil Robles, Jimenez Fernandez, Mgr. Herrera et le banquier Sarrutegui croiront que nous n'y pensons pas ?

Si nous n'y pensions pas, ce serait pire, car étant donné que les revendications surgiront dès qu'il deviendra possible de les exprimer, ce seraient les communistes qui les capitaliseraient.

Nous nous croyons malins, mais en réalité, sous le prétexte de ne pas vouloir effrayer les droites, nous nous dissimulons notre incapacité. Plus nous les effraierons, plus vite elles chercheront à se libérer de Franco pour intervenir dans la réforme qu'on sent proche, et que nul ne pourra empêcher.

Les droites espagnoles, tout comme l'Eglise espagnole, figurent parmi les plus obtuses du monde. Mais il y a parmi ces droites et dans cette Eglise des éléments jeunes, qui ont compris la leçon du monde, et qui savent qu'ils devront lâcher beaucoup s'ils veulent garder quelque chose. Ce sont ceux-là qui peuvent balayer Franco.

Ils seraient stupides de le faire sans nécessité. Cette nécessité, c'est nous qui devons la créer, nous, c'est-à-dire tous les Espagnols d'Espagne et d'au dehors qui n'ont rien à perdre. Le régime est ce qui compte le moins. S'il existe un programme et des perspectives, le régime capable de les suivre s'imposera. Le régime qui en sera incapable tombera automatiquement.

L'expérience de l'Amérique latine est valable pour l'Espagne, puisque aussi bien Franco a fait rétrograder l'Espagne au stade politique qui est actuellement celui du Paraguay. Ou bien l'on fait une révolution planifiée, avec la collaboration des clas-

ses moyennes, du prolétariat, de la paysannerie, et en comptant sur la passivité résignée des forces féodales, ou bien c'est Castro qui surgit. Washington l'a compris pour ce qui est de l'Amérique. Il peut bien le comprendre pour l'Espagne.

Si nous ne sommes pas capables de faire cette révolution planifiée, il s'en fera une autre, spontanée, violente, qui balayera tout le monde et nous avec, et dont seuls profiteront ceux qui en feront une chose stérile. Et nous aurons alors perdu toute possibilité d'être utile à notre pays.

Et la faute — parce qu'il s'agira bien d'une faute — sera notre faute, à nous les émigrés. « L'Espagne errante » se sera changée en Espagne consentante, au sens que nous donnons à ce terme lorsque nous parlons d'un mari qui sait qu'il est cocu et qui s'en accommode.

Ce n'était vraiment pas la peine de faire une guerre civile pour en arriver là.

Toutefois, quelques espoirs existent. Il dépend de nous qu'ils deviennent réalités. De nous seuls et de personne d'autre.

Victor ALBA.

ENCORE SUR CUBA...

UN CAS

Alors que nous croyions que notre camarade Luis Miguel Linsuain, était enfin à l'abri des persécutions après que notre organisation de Cuba eut négocié un droit d'asile en sa faveur dans une ambassade sud-américaine, nous recevons la surprenante nouvelle que ce valeureux camarade est emprisonné depuis la mi-juillet à Santiago de Cuba, et maintenu au secret le plus absolu. Notre camarade est accusé d'avoir participé à un complot — fabriqué de toutes pièces par la police politique castro-communiste — qui, selon la version officielle, avait pour objet d'attenter à la vie de Raul Castro — avec lequel Linsuain avait eu diverses altercations.

L'« échafaudage » est si monstrueux et l'accusation si grave, puisqu'elle peut entraîner la condamnation à mort de notre camarade et son exécution, que nous nous adressons à toutes les organisations libertaires du monde, à toute la presse ouvrière internationale, à toutes les personnes qui disposent d'un quelconque moyen d'information et de diffusion, pour que, de toute urgence, ils entreprennent une vigoureuse campagne d'agitation pour tenter de sauver Luis Miguel Linsuain et d'obtenir sa mise en liberté.

Linsuain était lieutenant de l'armée rebelle, grade qu'il obtint en combattant dans la Sierra Cristal, sous les ordres précisément de Raul Castro Ruz. De plus, il est le fils de l'inoubliable militant anarchiste espagnol, Domingo Germinal, qui mourut en Espagne, à Alicante. Lorsque la guerre civile cubaine se termina et que la révolution triompha, le camarade Linsuain quitta les rangs de l'armée rebelle pour reprendre ses activités syndicales dans son secteur industriel, où, selon la volonté de la majorité des travailleurs, il fut nommé secrétaire général de la Fédération des travailleurs de l'industrie hôtelière de la province d'Oriente. Ainsi qu'il fallait s'y attendre, lorsque les communistes commencèrent à s'emparer des organisations ouvrières cubaines, notre camarade se heurta à leurs représentants au sein de sa fédération. Il fut aussitôt l'objet d'une campagne de diffamation et, par la suite, il fut bureaucratiquement destitué de ses fonctions et poursuivi par les forces de police répressives de la dictature fidéliste.

Nous demandons instamment à notre mouvement qu'il organise dans chaque pays une campagne en faveur de Luis Miguel Linsuain, par voie de presse, de radio, de télévision, en y associant toutes les organisations et les personnalités amies. Nous suggérons aussi l'envoi de télégrammes exigeant la mise en liberté de notre camarade, au dictateur Fidel Castro et aux organisations internationales qui ont pour but la défense des droits humains.

Le cas de Luis Miguel Linsuain est le premier que nous soumettons à nos camarades de tous les pays. Nous espérons que, fidèles à notre tradition de solidarité, ils répondront à notre attente.

" BOULEVARD DURAND "

C'est le nom d'un boulevard du Havre. C'est aussi le titre d'un drame qu'Armand Salacrou vient de faire représenter dans cette ville et que nous verrons bientôt à Paris. Salacrou appelle sa pièce une « chronique d'un procès oublié ». Le sujet en a été pris dans la vie toute chaude : en 1910, il y a juste un demi-siècle, Jules Durand, secrétaire du syndicat des charbonniers du port du Havre, était condamné à mort comme auteur « moral » du meurtre d'un jaune. Le petit Salacrou avait alors dix ans. Il habitait en face de la prison où Jules Durand devait perdre la raison avant la revision de son procès. L'enfant fut remué, par ce drame social, jusqu'au plus profond de lui-même. Et c'est à cette émotion d'enfance que nous devons, cinquante ans après, la pièce d'Armand Salacrou devenu un auteur dramatique à la réputation bien établie.

Le sujet de la pièce ne révélera rien aux lecteurs de la R.P. Ils ont lu, ici même, dans les souvenirs de Pierre Monatte, le récit de l'affaire Durand ; ils connaissent les principaux personnages réels du drame, notamment le jeune avocat de Durand qui s'appelait René Coty, qui a fait depuis la carrière politique que l'on sait, et qui assistait l'autre jour à la première de « Boulevard Durand ». Pierre Monatte, le jour même de sa mort, avait demandé à son fidèle Maurice Chambelland de lui apporter quelques livres, parmi lesquels le texte de « Boulevard Durand », paru avant d'être joué. C'est que tous les militants de la génération de Monatte avaient été, comme le petit Salacrou, secoués par l'affaire Durand, crime judiciaire d'une lourde signification sociale. Le mérite de Salacrou est de l'avoir fait revivre pour nous, avec son talent habituel, pour l'édification des jeunes qui verront sa pièce et qui seront ainsi replacés dans les temps héroïques du syndicalisme ouvrier.



J'ai sous les yeux la petite couverture grise d'un numéro de la « Vie Ouvrière » du 5 décembre 1910. Elle renferme un article de Géo Géroms, secrétaire de l'Union des Syndicats du Havre. Il est intitulé « L'affaire Durand ». Quand on le lit, après le texte de la pièce de Salacrou, on constate à quel point l'auteur dramatique a suivi fidèlement les faits.

Rappelons-les, d'après le compte rendu de la « Vie Ouvrière ». Au cours de l'été de 1910, une grève des dockers charbonniers se déclenche dans le port du Havre. Le secrétaire du syndicat est Jules Durand, un homme de trente ans, un apôtre buveur d'eau. La vérité oblige à dire que c'est un cas rare dans la corporation. On ne s'en étonnera pas. Les hommes employés irrégulièrement au terrible travail de déchargement du charbon sont de rudes gars. Il y a parmi eux une grande proportion de repris de justice et une plus grande encore d'alcooliques. L'action syndicale de Jules Durand se double d'un appel à la conscience ; il veut rendre une condition d'homme à ses malheureux camarades. C'est tout cela qui armera contre lui ceux qui comptent sa perte : les grands patrons de la Compagnie Générale Transatlantique, de la Société d'Affrètement, huguenots apparemment austères et puritains. Ils trouveront des complices sournois parmi les éléments les plus déclassés, parmi les bistrotiers du port, parmi les paysans bouilliers de cru qui forment la majorité du jury.

Géo Géroms, secrétaire de l'Union des Syndicats et rédacteur de la « Vie Ouvrière », formule quelques réserves sur l'opportunité de la grève des charbonniers, sur l'opportunité seulement. On retrouvera ce trait dans la pièce de Salacrou, avec l'intervention d'un délégué de la C.G.T. Mais les conditions du travail sur le port justifient amplement le mouvement. Les charbonniers sont surexcités par l'introduction d'un appareillage mécanique de déchargement. Vieux problème que l'on retrouve aujourd'hui sous une autre forme : l'opposition spontanée de l'ouvrier à la machine qui le chasse, la hantise du chômage technologique. Ne croyez pas que Jules Durand et les militants du

Havre songent à exploiter démagogiquement cette réaction ! Je lis dans l'article que j'ai sous les yeux : « J'eus toutes les peines du monde à faire comprendre aux charbonniers qu'ils auraient tort de poursuivre la suppression de cet appareil (Il s'agit d'un ponton Clarke remplissant en vingt heures les soutes du plus grand paquebot de l'époque, le « Provence », et remplaçant à lui seul 150 ouvriers). Ils seraient ainsi les ennemis déclarés de tout progrès pouvant améliorer leur sort si pénible. Ils y consentirent, mais à une condition. C'est que tous les ouvriers intéressés participent aux bénéfices de ce progrès en recevant une augmentation de salaire de 1 franc par jour. »

Les revendications des grévistes sont les suivantes : 10 francs par jour pour les déchargeurs (ils avaient 9 francs avant la grève et ils travaillaient en moyenne trois jours par semaine) ; 6 francs pour les ouvriers des chantiers ; la suppression du fourneau économique (c'était une sorte de cantine de clochards installée sur les quais mêmes) ; l'installation d'une salle de douches chaudes (cette revendication exorbitante soulevait particulièrement les sarcasmes des patrons et de leurs valets !).

La grève dura. Elle avait en face d'elle un adversaire sans scrupule en la personne de l'agent général au Havre de la Transatlantique — le traître classique de la pièce de Salacrou. Il recruta quelques « renards » dont il doubla et tripla la paye. C'est l'un d'eux qui devait être tué au cours d'une rixe d'ivrognes, le 9 septembre 1910. Cet individu a travaillé deux jours et deux nuits consécutives. Il a dans sa poche le prix de la trahison, et il va de cabaret en cabaret. Les témoignages l'attestent. Sa réputation d'ivrogne n'est plus à faire. Ce qui n'empêchera pas la presse bien pensante du Havre de le présenter comme un brave père de famille, alors que, de notoriété publique, il laisse femme et enfants dans le dénuement. Il se heurte à d'autres charbonniers en ribote. Au cours de la querelle, on lui reproche évidemment sa « jaunisse ». Le pauvre type brandit un revolver, qu'il a acheté, dit le camarade Géo Géroms dans la « Vie Ouvrière », — ou qui lui a été donné par l'agent du patron, selon la « vérité » de la pièce de Salacrou. Quoi qu'il en soit, il est rudement sonné dans la bagarre, si rudement qu'il meurt à l'hôpital. Pas un instant, le chef de la sûreté du Havre ne songe à faire porter une quelconque responsabilité à Jules Durand et, jusqu'à la fin de l'affaire, il refusera de se faire le complice des faux témoins (un honnête homme parmi les salauds). L'agent de la Transat va bientôt susciter, en effet, d'in vraisemblables témoignages : Durand aurait fait voter par une assemblée de grévistes la « suppression » dudit pitoyable charbonnier ! Accusation absurde, quelle que soit la personnalité d'un secrétaire de syndicat, plus absurde encore pour tous ceux qui connaissent la modération et la générosité de Jules Durand. Il se trouva cependant un procureur et un juge d'instruction assez complaisants pour écouter et étayer cette thèse insoutenable. Jules Durand est arrêté, ainsi que le secrétaire-adjoint et le trésorier, le bureau du syndicat. Oh ! tout le beau monde du Havre ne pensait sans doute pas que l'affaire irait si loin ! Il voulait seulement, et avec rage, se débarrasser de Durand ; et son pire ennemi — le traître Roussel de la pièce — se serait contenté de quelques bonnes années de prison ! Mais quand, avec l'aide d'un avocat général diabolique et répugnant, on s'est appuyé sur la bêtise et les bas instincts de quelques terribles apeurés, on se trouve dépassé. L'incroyable se produisit : Durand fut condamné à avoir la tête tranchée sur une place publique de Rouen ! Il était le seul condamné à mort dans cette sombre affaire !

Reprenons-nous un peu sur l'article de Géo Géroms : « Je suis allé, en qualité de secrétaire de l'Union des Syndicats du Havre, témoigner aux assises. J'ai suivi les débats ; j'ai assisté à cette comédie lugubre ; j'ai vécu ces trois journées d'audiences où le cœur de tous se serrait. Quand le verdict du jury m'a été annoncé et que j'ai appris

la condamnation à mort de Durand, un premier sentiment m'a envahi tout entier. Ce n'est pas possible ! »

Cette stupeur s'abattit sur le Havre au soir du 25 novembre 1910. Mais, écrit Géeroms, « le premier moment de stupeur passé, ce fut dans le monde ouvrier, parmi toutes les corporations, une explosion de colère et d'indignation. Un même cri, un seul, jaillit de toutes les poitrines : il faut sauver Durand ! »

Le lundi 28 novembre 1910, une grève générale soulevait la classe ouvrière havraise. L'article s'arrête là, puisque Monatte l'attend au marbre pour son numéro de décembre. Dans la conclusion, nous lisons cette phrase qui résume tout : « Dreyfus, bien qu'innocent, avait été condamné parce que juif ; Durand, bien qu'innocent, a été condamné parce que secrétaire de syndicat ».



Durand allait-il être sauvé ? Une formidable campagne s'étendit à toute la France et aux autres pays. La peine fut commuée d'abord, puis la libération arrachée. Mais quand on ouvrit la porte de la cellule de Durand, on l'ouvrit sur un fou. C'est un égaré qui se présenta devant la foule, soudain muette, qui était venue pour l'accueillir. La raison du malheureux n'avait pas résisté à l'épreuve inhumaine. Ce terrible épilogue, c'est aussi la dernière scène, la plus poignante, de l'admirable pièce de Salacrou.

Parlons donc maintenant de cette pièce, l'affaire Durand portée au théâtre. Avec la scène I, nous sommes chez les patrons, les maîtres, les riches, dans leur intimité et en présence de leurs problèmes. Mais, avec la scène II, nous voici sur le port, tandis que retentit le coup de sifflet qui annonce la fin du travail. Le bistrot n'est pas loin, et l'absinthe qui fait tout oublier. La scène III nous transporte chez Jules Durand qui se tourmente du sort des autres, ce que lui reprochent, chacun à sa façon, et son père et sa mère. Les délégués des ouvriers du port arrivent. La grève va se décider. A la scène suivante, nous voici de nouveau du côté des patrons et de Roussel, leur âme damnée. Celui-ci provoque à la grève immédiate « pour briser le syndicat ». « La grève, ajoutet-il, ne durera pas plus longtemps que le crédit chez l'épicier ». La scène V nous fait voir des grévistes quêtant pour la solidarité ; ils discutent avec la charcutière du coin et effraient la bourgeoise qui passe. « Venez mon ami ! dit-elle à son bourgeois. Ce sont des fous ! S'il n'y avait plus de pauvres, il n'y aurait plus de riches ! Alors, qu'est-ce qu'on deviendrait, nous ? ». A la scène suivante, nous nous retrouvons au foyer de Durand où la mère et la compagne discutent de ce qu'il faut entendre par « le bonheur des autres ». Arrive le délégué de la C.G.T. qui se présente à Durand. Nous allons assister au choc de deux principes et de deux caractères. Il y a ici un anachronisme que Salacrou a voulu sans doute, mais qui n'en est pas moins une contre-vérité de fait : le délégué de la C.G.T. qui oppose à l'idéalisme et à la pureté de Durand, son réalisme cynique, cet homme-là ne peut être le délégué de 1910. Peut-être pourrait-il être celui de la C.G.T. d'aujourd'hui, avec les avatars qu'elle a subis ? Dans ce cas, il ne serait pas encore le pire des délégués possibles. Écoutez-le : « Ce n'est pas la justice qui fait gagner les batailles, c'est la force. Il faut être le plus fort... Tout ce qui sert une cause juste devient juste... Ce n'est pas parce qu'une grève est juste qu'on la déclenche... La dignité de l'homme, ce sera pour plus tard, citoyen Durand. (Remarquons l'emploi de ce mot de « citoyen » qui n'avait certainement pas cours entre « camarades » de la C.G.T.)... « La partie de dominos, dont tu parlais, nous la gagnons parce que notre triomphe est dans la logique de l'Histoire ». Cette dernière phrase surtout est révélatrice de ce que Salacrou veut prouver. Mais il est impossible qu'elle ait été prononcée par un dirigeant ouvrier de 1910 ! En tout cas, la discussion tourne mal : « Tu ne parleras pas demain, à la réunion, dit Durand. C'est moi tout seul qui leur dirai la vérité ».

La scène VII se passe sur le port. C'est là que va se produire la rixe fatale où Capron, le jaune, va laisser sa peau. Le lendemain — c'est la scène VIII — Durand parle aux ouvriers. « Je déclare qu'il est impossible de poursuivre un mouvement de libération humaine en traînant le cadavre d'un de nos frères derrière nous... Le travail reprendra demain à l'aube... Mais dans l'étouffement et le charbon, je vous en conjure, gardez le souvenir de notre union ; car les temps sont proches ! Les temps sont proches où les ouvriers du monde entier, ensemble, à la même heure, se croiseront les bras... ». Les lumières s'éteignent, tandis que les ouvriers chantent « l'Internationale ».

A la scène suivante, Roussel, l'agent de la Compagnie, est dans le bureau du juge d'instruction, et il présente ses faux témoins. Le juge n'est pas dupe, mais il sait déjà le parti qu'il lui faut prendre. Il le sait, puisque, Roussel parti, il arpente son bureau en s'écriant : « Eh ! bien, Merde ! Merde ! et Merde ! ». La scène X est capitale, pour l'auteur comme pour nous. Au cours d'une discussion avec sa compagne, Jules Durand parle ainsi : « Ils vous racontent à Paris : la fin justifie les moyens ! Qu'est-ce que ça veut dire ? D'abord, si on n'attrape pas la fin, on reste avec les moyens sur le dos, et la honte des bonnes intentions, mais il y a plus grave, j'ai bien peur que la fin ne soit faite que des moyens, façonnée par les moyens, et qu'elle finisse par ressembler aux moyens avec lesquels on essaie de l'atteindre ». Peut-on dire mieux, aussi simplement et avec une telle densité, ce que nous pensons nous-mêmes ? La scène s'achève sur l'entrée des policiers et l'arrestation de Durand. Ensuite, nous sommes devant la prison, avec les parents qui attendent la sortie du fils que l'on emmène à l'instruction, menottes aux poignets, et le père qui s'écrie : « Il y a trop de cochons sur la terre pour que le pauvre monde en sorte un jour, de la misère ». A la scène XII, nous voyons le spectacle édifiant de la distribution des jouets aux enfants des ouvriers non grévistes. Puis c'est la grande scène de la Cour d'assises où, face à un Durand magnifique, sont là tous les « affreux ».

Maintenant, c'est la scène finale : le délégué de la C.G.T. est à la tribune d'un meeting et il annonce : « Les ports de Bordeaux, Marseille et Cherbourg déclenchent des grèves de solidarité !... Le port de Bilbao est en état de siège... Liverpool est en grève... Les syndicats de Chicago ont décidé une grève de solidarité... ». C'est ensuite, devant la porte de la prison, au son d'un tambour sourd et lent, la scène de la libération que nous avons évoquée tout à l'heure. C'est un autre Durand, un aliéné, que l'on pousse hors de la cellule noire. La maison des fous va lui ouvrir sa porte.

Voilà la pièce de Salacrou. C'est une belle œuvre et c'est une bonne action. Que peut-on lui reprocher ? Ce que les critiques engoncées n'ont pas manqué de lui reprocher : les personnages sont trop tranchés ; tout le bien est d'un côté, tout le mal de l'autre ; cela tourne à l'image d'Épinal, à l'œuvre édifiante pour patronage ouvrier. Bah ! Je ne peux dire que je n'ai pas éprouvé, à quelques moments de ma lecture, comme la sensation d'une certaine convention, d'un nouveau conformisme. Mais je suis à peu près sûr que cette impression s'atténuera au spectacle lui-même et que l'émotion et l'enthousiasme l'emporteront. Le théâtre a quelquefois besoin de cette simplicité, de ces personnages taillés à coups de serpe. Nous aimons reconnaître, presque sans nuance, le juste et le traître. Hélas ! l'affaire Durand a poussé assez loin l'ignominie, non au théâtre, mais dans la réalité, pour que Salacrou n'ait pas eu besoin de noircir le tableau. Nous irons voir sa pièce et nous en reparlerons entre nous. « L'affaire Durand » est de notre patrimoine.



Jules Durand n'a été définitivement innocenté que le 15 juin 1918. Il n'a jamais quitté l'asile des fous où il est mort le 23 février 1926. Bien des années après avoir laissé sa raison dans la geôle de Rouen. Quant au Boulevard Durand, il a été inauguré au Havre en 1956.

Raymond GUILLORE.

ERRATUM

Dans notre dernier numéro l'article de notre camarade Duperray a subi les effets d'un « mastic » malencontreux qui en a rendu à peu près incompréhensible toute la partie figurant à la page 4-172. Nous la rétablissons ci-après et prions nos lecteurs de coller ce feuillet aux lieu et place du début de l'article « Dirigisme, Socialisme et contrôle ouvrier ».

Par la même occasion, nous leur signalons qu'à la page suivante de ce même article, la 37^e ligne est à supprimer purement et simplement.

En les priant, naturellement, de nous excuser...

Des "Somnambules" au marché libre

Dirigisme, Socialisme et contrôle ouvrier

Louzon m'a prêté un livre dont les premiers chapitres sont plus passionnants que n'importe quel roman de science-fiction.

Il s'agit des « Somnambules » de Kœstler. On y apprend « comment les sciences humaines progressent par empirisme et tâtonnements et selon une des formules du livre lui-même « *c'est un remède pour ceux qui croiront pieusement que le Progrès de la Science est gouverné par la logique* ». Je n'ai pas l'intention de rendre compte de ce livre. Les copains doivent être suffisamment curieux pour ne pas se contenter de résumés des livres-clés de notre époque, en particulier, quand ils concernent nos domaines de pensée, quand il s'agit des livres où l'on apprend à « *distinguer, à travers l'Histoire des conceptions de l'Univers, ceux qui raisonnent d'après les faits, de ceux qui raisonnent d'après des idées seulement* ». On suit l'évolution des rapports entre l'astronomie, la géométrie, la pensée humaine, la technique et leurs interférences. Autrement dit, c'est une Histoire encyclopédique de la vie de la pensée et de la dialectique dans la pensée et ses applications. On y décèle comment certaines personnalités peuvent intervenir effectivement dans le cours de l'Histoire pour l'accélérer, le dévier, le freiner, voire le stopper. Une idée prestigieuse peut devenir une erreur sclérosée retransmise sans être remise en question avec l'auréole du respect manifesté au génie de son créateur. Elle peut alors freiner ou arrêter le progrès des connaissances et des techniques non pas pour quelques années, mais pour des millénaires.

A un point stratégique important de la recherche il peut suffire par contre de la formulation claire d'une conception, voire d'une hypothèse convaincante, pour ouvrir à nouveau la marche en avant de toute l'humanité.

Et point n'est besoin pour qu'un tel phénomène se déclenche d'une assimilation de cette conception nouvelle et d'une éducation « *ex cathedra* » des masses humaines dans ce but.

« *Trois siècles, quatre siècles plus tard encore, constate Kœstler, les doctrines de Marx et de Darwin, les découvertes d'Einstein et de Freud n'atteignent pas la majorité des gens dans leur texte original imprimé, mais par des relais de seconde ou troisième main, par écho, par oui-dire. Les révolutions intellectuelles qui façonnent les grandes conceptions d'une époque ne se transmettent pas dans les manuels ; elles se répandent comme des épidé-*

mies par contagion d'agents invisibles et d'innocents porteurs de germes. »

C'est ainsi que se manifeste actuellement la prise de conscience de la nécessité d'une économie transitoire devant la menace fasciste et la manifeste incapacité du pouvoir personnel. Il ne s'agit là que de la manifestation française d'un phénomène mondial. Le problème pressenti est celui du sauvetage de la liberté humaine par l'opposition d'un socialisme démocratique ou libertaire, à base syndicaliste à la dictature technocratique et au capitalisme d'Etat.

Les invocations des somnambules de la recherche dont les voix s'élèvent dans le monde du travail aux organisations dispersées aboutiront-elles à cette cristallisation de la prise de conscience ouvrière qui serait effectivement à la fois la porte ouverte à un réveil de la volonté révolutionnaire et à la grande révolution intellectuelle de notre époque ? Au contraire leurs tâtonnantes recherches resteront-elles prisonnières des contradictions dont les concurrences et les dispersions des organisations spécifiques de travailleurs sont au moins partiellement les expressions concrètes ?

★ ★

Une de ces contradictions paraît maintenant résolue. Trotskystes et socialistes révolutionnaires eux-mêmes ont admis le bien-fondé de la Charte d'Amiens. La nécessité de l'indépendance du syndicalisme même dans un Etat socialiste en construction ou dans la plus idéale des administrations libertaires semble reconnue. Le noyau de la R.P. aurait par exemple pu signer les formules du dernier congrès national du P.S.U. dans le paragraphe de sa motion d'orientation consacré à ce problème. Bien entendu cela n'empêche pas, ici et là, le P.S.U. de ruser encore avec ses propres principes et de faire parrainer publiquement ses propagandes spécifiques voire électoralistes par des dirigeants syndicalistes affichés comme tels. C'est particulièrement réussi quand il s'agit d'ardents propagandistes du non-cumul des mandats politiques et syndicaux.

On relève encore chez les libertaires et jusque parmi les membres du P.U.M.S.U.D. quelques cas d'identiques contradictions. Mais on peut espérer que ces cas locaux dus à des difficultés circonstancielles et à la pénurie de militants seront loyalement circonscrits et liquidés. Obscurément en même temps que les organisations soulèvent les problèmes de séparation des pouvoirs et de séparation des

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 1^{er} SEPTEMBRE. — Madrid annonce que les dernières troupes espagnoles quittent le Maroc regroupées à Ceuta et Melilla.

SAMEDI 2. — Moscou fait exploser une première bombe A.

Conférence à Belgrade des pays « non engagés ».

Rabat juge illusoire l'évacuation des troupes espagnoles tant que celles-ci demeureront à Ceuta et Melilla.

La France achève le rappel de ses troupes du Mali.

LUNDI 4. — Réunion du nouveau parlement israélien.

Tunis restreint l'exercice des professions commerciales par les étrangers.

Ouverture de l'Exposition russe à Paris.

Réunion à Portsmouth du Congrès des Trade-Unions.

MARDI 5. — Conférence de presse du président de Gaulle à Paris.

La Yougoslavie, le Cambodge, le Ghana et Chypre décident de reconnaître le G.P.R.A.

Le syndicat des électriciens (communiste) est exclu des Trade Union britanniques.

Successeur légal de Janio Quadros, Joao Goulart est enfin arrivé à Brasilia.

Importante grève au Ghana contre le plan d'économies du gouvernement.

A Paris, le président du Sénat et le premier ministre s'opposent sur la détermination des droits du Parlement.

JEUDI 7. — A Paris, 156 policiers et C.R.S. sont radiés des cadres.

VENDREDI 8. — Le Conseil constitutionnel a donné raison à M. Debré contre M. Monnerville sur la compétence du Parlement.

A Tunis, Bourguiba accepte de négocier l'utilisation de la base de Bizerte par la France.

A Detroit, la General Motors signe avec le syndicat de l'automobile un accord apportant d'importantes améliorations à ses 305.000 salariés.

SAMEDI 9. — Attentat manqué contre le président de Gaulle. Deux généraux et un colonel sont arrêtés.

A La Havane, cinq opposants sont condamnés à mort et exécutés.

DIMANCHE 10. — A Mexico, 157 arrestations ont été opérées à la suite d'une perquisition opérée au domicile d'un ancien maire de Mexico.

LUNDI 11. — Le pétrole d'Edjeleh qui n'était évacué que par Gabès va être relié à la côte algérienne.

En Norvège, les travaillistes qui disposaient de 78 sièges sur 150 au Parlement, sont ramenés à 74.

MARDI 12. — Malgré l'accord partiel intervenu, les ouvriers de la General Motors à Detroit se sont mis en grève pour obtenir la sécurité du travail et la protection contre les progrès de l'automatisation.

A l'exception de l'U.N.R. les députés refusent de siéger à l'Assemblée Nationale.

Force Ouvrière proteste contre le blocage des salaires.

MERCREDI 13. — Les « casques bleus » tentent de mettre fin à la sécession du Katanga.

Les communistes renforcent les barrages à Berlin et le long de la frontière interzonale.

JEUDI 14. — Un remaniement ministériel rend M. Kadar maître absolu de la Hongrie.

VENDREDI 15. — En Turquie, quinze anciens dirigeants sont condamnés à mort.

SAMEDI 16. — Le gouvernement tunisien demande le retour des enseignants français.

Au Katanga, échec de l'O.N.U. dont les troupes sont assiégées par les gendarmes de Tschombé.

Après l'U.R.S.S., les U.S.A. ont repris leurs expériences nucléaires.

L'exposition française à Moscou a reçu entre 1.800.000 et 2 millions de visiteurs.

DIMANCHE 17. — Elections en Allemagne Fédérale : les chrétiens-démocrates perdent 29 sièges et n'ont plus la majorité, les socialistes gagnent 21 sièges et les libéraux 15.

L'avion de M. Hammarskjöld s'est abattu en Rhodésie du Nord.

En Turquie, M. Menderès a été pendu.

Une commission mixte franco-tunisienne s'est réunie à Bizerte pour rechercher un accord sur la base aéronavale.

MERCREDI 20. — Le roi de Grèce a dissous le Parlement et fixé les prochaines élections au 29 octobre.

JEUDI 21. — Le président de Gaulle annonce son intention d'abandonner les pouvoirs spéciaux à la fin du mois.

A Detroit succès des métallurgistes de la General Motors.

L'O.A.S. réussit une émission de radio à Alger.

VENDREDI 22. — En Israël, des arabes manifestent contre les autorités.

La ségrégation raciale aux Etats-Unis est interdite sur les cars et autobus à partir du 1^{er} novembre.

LUNDI 25. — La délégation générale en Algérie s'est installée dans la nouvelle cité de Rocher-Noir.

Le conseil municipal de Lyon refuse d'exclure M. Soustelle.

Le général de Gaulle annonce qu'il dissoudrait le Parlement si celui-ci refusait sa confiance au gouvernement.

MARDI 26. — Journée revendicative des cheminots et des mineurs. Arrêts partiels du travail.

Conseil national extraordinaire de la S.F.I.O. à Puteaux.

JEUDI 28. — La Syrie rompt avec l'Egypte.

La S.F.I.O. propose la création immédiate d'un « cartel d'action démocratique ».

D'où vient l'argent ?

MOIS DE SEPTEMBRE 1961

RECETTES :

Abonnements ordinaires	413 »	
Abonnements de soutien	101,99	
		514,99
Souscription		50 »
Total des recettes		564,99
En caisse à fin août		3.145,69
		3.710,68

DEPENSES :

Impression et papier (R.P. juillet-août 61) ..	1.141,57	
Frais d'expédition	75,53	
Téléphone	46 »	
Autres frais généraux	80,52	
Total des dépenses	1.343,62	
En caisse à fin septembre :		
Espèces	160,29	
Chèques postaux	2.206,77	
		2.367,06
		3.710,68

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Joseph Bracops (Belgique), 49,40 ; Camille Philippon (Cher), 25 ; J.-B. Wantiez (Belgique), 27,59. — Total : 101,99 NF.

LA SOUSCRIPTION

Paul Colson (Oise), 5 ; Jean Duperray (Loire), 4 ; Félix Franc (Loire), 5 ; Jacques Gallienne (Hérault), 5 ; Pierre Gamache (Isère), 2,50 ; Victor Gambau (Paris), 5 ; A. Hennaut (Belgique), 7 ; Albert Lulé (Sarthe), 5 ; Guillaume Mons (Seine-et-Oise), 1 ; Georges Thomas (Indre), 5 ; J. Vanriet (Belgique), 5,50. — Total : 50 NF.

LE SYNDICALISME LIBERTAIRE ET LE « WELFARE STATE »

d'Evert Arvidsson

L'exemplaire : 2 NF Par colis de 10 : 15 NF

L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS

par Roger Hagnauer

EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?

par Pierre Dichamp

Chaque exemplaire : 1 NF

Commandes à l'Union des Syndicalistes : R. Marcheti, 103, rue Orfila, Paris-20°
C.C.P. 7473-08 Paris

LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Tome II. — De Zimmerwald à la Révolution russe

par Alfred Rosmer

Prix net : 30 NF

LA CHINE

par Robert Louzon

Prix : 4 NF (franco) Prix : 6 NF 90

Commandes à La Révolution prolétarienne C.C.P. 734-99 Paris

« S'instruire pour être capable de bien comprendre ce qu'on lit, pour pouvoir préciser et ordonner ses idées, pour savoir enfin exprimer ce qu'on pense et ce qu'on sent ; voilà de notre temps la base dont il faut s'assurer si l'on veut avoir un bon départ. Eh bien ! le livre de M. Hagnauer constitue justement pour les jeunes une base solide. »

Maurice DAVID,

Inspecteur général de l'Education Nationale.

Au temps du stylo et du micro

L'expression écrite et orale

de Roger HAGNAUER

L'enrichissement du vocabulaire, la construction des phrases, la description, la narration, le commentaire, la recherche et l'expression des idées, la correspondance — la diction, l'exposé oral, le discours, les débats — Nombreux exercices, sujets de compositions, la correction de travaux personnels, etc...

Un livre copieux de 285 pages 9,45 NF
publié par les Editions Ouvrières.

Du même auteur :

JOIES ET FRUITS DE LA LECTURE

(lire pour s'informer, s'instruire en technologie, économie politique, histoire, pour se distraire - Des listes bibliographiques et des textes commentés...)

Le volume 6 NF

En vente à la « Révolution Prolétarienne ».